

TRIBUNE DE GAUCHE

changer

CONTRIBUTION AU DOSSIER DU NUCLEAIRE CIVIL

- La sécurité des installations
- Peut-on démocratiser le débat ?

Volonté de défense
et volonté de paix

par
Gordon
Wise

*La Riviera
vaudoise
vous
accueille*

**PITTELOUP
CLARENS**

Tél. 61 41 41

Alimentation générale

Marchandises
de 1^{re} qualité

Michel PIRALLI

Plafonds suspendus
Staff

EN FENIL S/VEVEY
Tél. 51.18.31

LES OIGNONS A FLEURS

BON de 5 %
sur votre achat de
tailles, jaciottes, narettas



Valable sur présentation de ce coupon
jusqu'au 31.12.82

BLANK GRAINES

NEUCHÂTEL : Place des Halles 13
MONTREUX : Avenue des Alpes 51
VEVEY : Rue de Lausanne 1

SALON DE COIFFURE

Dames et Messieurs

Jean Rubino

Bâtiment Rialto, avenue Nestlé 14
1820 Montreux Tél. 61 69 50

Une bonne adresse:

G. Monney **La Laiterie
de Gruyères
à Montreux**
Rue
de l'Eglise
catholique

ENTREPRISE

LIEBHAUSER & CIE

BATIMENTS - TRAVAUX PUBLICS

MONTREUX

TÉLÉPHONE 61 24 68

Boulangerie, pâtisserie, confiserie

J. REYNAUD
MONTREUX

Succursales : Glion et Territet



AUDI - NSU
GARAGE DE BERGERE
VEVEY

J.-L. Herzig

Tél. 51 02 55

ARKINA

eau minérale,
citron,
orange, grapefruit

Distribué par

BOISSONS RIVIERA S.A.

Eaux minérales - Bières

MONTREUX-VEVEY Tél. (021) 62.36.66

**Garage
des Mousquetaires**



Robert Wagner-Girard
1814 La Tour-de-Peilz
Tél. 021/54 27 87

RENAULT

Agence officielle depuis 1962

TÉLÉPHONE

Mérinat

ÉLECTRICITÉ

Entreprise d'installations
Maîtrises fédérales
Concession «A» des PTT
Articles ménagers - Lustrerie
Avenue Paul-Cérésolle 12
1800 Vevey

Afrique du Sud : petites phrases...

Ça bouge en Afrique. Le 15 mai dernier, lors d'une allocution vigoureuse faite à Springbok devant un auditoire conservateur, M. Botha, premier ministre d'Afrique du Sud, a semblé s'engager résolument dans le changement constitutionnel qui accorderait aux citoyens de races métisse et indienne des droits égaux à ceux qui demeurent pour le moment l'apanage des blancs.

« Libérez-vous vous-mêmes en donnant aux autres, dans un esprit de justice, ce que vous exigez pour vous-mêmes », a-t-il dit notamment à ses interlocuteurs.

« Si nous, nationalistes et Afrikaners, étions aujourd'hui dans une position où nous n'aurions pas le droit de vote dans nos régions à aucun

niveau que ce soit, ni municipal, ni provincial, ni même parlementaire, en serions-nous satisfaits ?

« Alors, pourquoi refuser à d'autres jeunes le droit d'obtenir ce qui leur revient, sans qu'ils aient à recourir à la révolution ? »

Même s'il précise que le gouvernement prendra son temps pour régler ces questions complexes, il semble déterminé à opérer ces changements quand il dit : « Je dois le faire, que cela me rende populaire ou non. »

Bien sûr, M. Botha ne détient pas toutes les cartes dans son jeu et les sceptiques diront que ce ne sont que de belles paroles. Toutefois, il est significatif de constater que certains dirigeants métis, jusqu'alors hostiles à tout

changement qui ne soit pas total, semblent croire pour le moment à la sincérité de M. Botha et accueillent ces démarches comme un premier encouragement.

Et les noirs ? dira-t-on. On ne peut pas s'attendre à ce que les changements en faveur des noirs, auxquels le

premier ministre a d'ailleurs fait allusion, s'opèrent avant que les métis et les indiens n'en aient bénéficié eux-mêmes. Inversement, engager des changements de structure pour ces derniers rendra impossible ultérieurement le maintien des noirs dans leur condition.

Renverser le mur

Il est tragique de voir un conflit pourrir au point qu'un certain nombre de gens, et même de nations, se mettent à penser, si ce n'est à clamer tout haut, que seules les armes peuvent clarifier la situation. Faudrait-il ainsi que périssent des dizaines de milliers de personnes pour que d'autres puissent vivre dans la paix ?

L'autre aspect tragique de l'opération israélienne au Liban, c'est qu'elle ne peut que rendre plus explosif et destructeur le mélange détonant du Moyen Orient : le fiel et l'angoisse accumulés dans le cœur des hommes.

On ne peut s'empêcher de repenser au geste bouleversant d'Anouar El Sadate offrant d'aller à Jérusalem. Quel que soit le jugement qu'on porte sur les résultats de cette initiative, elle a amené des Israéliens, des arabes et des occidentaux à s'asseoir à la même table. Elle a surtout montré qu'il était possible de « renverser le mur de séparation » qui n'est autre, nous rappelle saint Paul, que la haine. La situation actuelle demande un nouveau geste de cette audace-là.

Méridien

A TRAVERS CHAMPS

César

Parce que la population de souris était devenue un peu envahissante dans notre vieille maison, nous avons cru bien faire d'introduire chez nous un jeune chat noir élégamment marqué de blanc que des voisins nous avaient donné. Nous l'avions baptisé César, simplement parce qu'il n'y avait aucune raison de l'appeler autrement.

Mais son empire sur les souris s'était révélé si débonnaire et notre autorité sur lui si incertaine qu'il nous avait fallu finalement le restituer à sa famille d'origine... Ce n'est pas donné à tout le monde de savoir vivre avec un chien ou un chat, ni le soigner comme il faut.

On dit que les Français consacrent à l'alimentation - minutieusement équilibrée - de leurs « animaux de compagnie » un budget global supérieur à l'aide publique que la France consacre au développement des pays les plus pauvres du monde...

C'est inquiétant ! Mais c'est au moins aussi préoccupant de constater que tant de gouvernants, dans toutes les parties du monde, éprouvent le besoin d'avoir à leur merci des opposants politiques à maltraiter dans leurs prisons, tout comme nous avons des chats à caresser dans nos fauteuils.

La torture et les caresses ne seraient-elles que deux formes divergentes d'un instinct pervers de possession ?

Philippe Schweisguth

PHOTOS : T. Braeckle : p. 17 ; Photothèque EDF : p. 1, pp. 4 à 9 ; J.-J. Odier : pp. 12 et 19 ; Sygma-Guichard : p. 13.

Couverture : construction du surgénérateur de Creys-Malville.

A NOS ABONNES

Exceptionnellement, cette année, nous ne publierons pas de numéro daté du 1^{er} août. En contrepartie, nous augmentons de quelques pages ce numéro-ci ainsi que celui d'octobre qui rendra compte des conférences de Caux. Le numéro de septembre vous sera livré à la date habituelle.

La rédaction

DANS CE NUMERO

SECURITE, mot-clé de notre civilisation, que l'on retrouve dans tous les aspects de la vie. Dans notre dossier, JEAN-JACQUES ODIER mène une enquête sur la sécurité du NUCLEAIRE CIVIL. Les impératifs dans ce domaine vont-ils à l'encontre de notre désir de démocratie ? (pages 4 à 9).

Il s'agit aussi de notre sécu-

rité face à la guerre et au surarmement. GORDON WISE essaie de faire la part des choses entre VOLONTE DE DEFENSE ET VOLONTE DE PAIX (page 10).

Sécurité enfin dans les rapports humains. NATHALIE O'NEILL nous dit ce que la vie lui apprend sur L'AMITIE (page 18).

C'EST à la suite du débat télévisé des *Dossiers de l'écran* consacré, l'automne dernier, au nucléaire - c'était au moment de la discussion au parlement français - que nous nous sommes décidés à aborder dans nos colonnes le sujet de l'atome à usage civil. Les diverses questions traitées au cours de la soirée étaient d'intérêt universel. Mais on s'est vite rendu compte de la quasi-impossibilité de ce genre de dialogue. En se voulant rassurants, les pro-nucléaires se montrent souvent protecteurs ou même méprisants envers ceux qui osent manifester le moindre froncement de sourcil. Les opposants, souvent agressifs dès le premier moment, s'irritent alors encore davantage, les uns et les autres se lançant bientôt à la figure des chiffres dont personne ne peut contrôler le bien-fondé, puis s'installant sur des longueurs d'onde bien différentes; perdu, déçu, le public n'aspire bientôt qu'à une chose, retrouver le confort et la sécurité du western de l'autre chaîne.

C'est en particulier la question de la sûreté des installations nucléaires qui nous a apparu d'abord comme un des points faibles du dialogue. L'accident de Three Mile Island était encore présent dans toutes les mémoires. C'est pourquoi nous nous sommes proposés d'interroger deux personnalités engagées dans l'industrie du nucléaire. La première a participé personnellement à l'émission des *Dossiers de l'écran* en qualité de chef de la centrale du Bugey et son exposé avait d'ailleurs brillé par la clarté et la simplicité. La deuxième personne est chef du service de la médecine du Travail à Marcoule et coordinateur médical de la COGEMA.

Nous présentons donc ici les réponses de ces deux spécialistes, le premier traitant surtout des aspects techniques, le second faisant entendre l'avis d'un médecin.

Toutefois, une inquiétude plus générale continuait à nous habiter à la suite de ce débat télévisé, à cause aussi de l'insuffisance des discussions qui ont eu lieu au même moment à l'Assemblée nationale. Le problème du développement de l'industrie nucléaire en France est-il véritablement posé comme il devrait l'être dans une démocratie? Certainement pas. C'est pourquoi, aux deux premiers textes, nous en ajoutons deux autres: un aperçu des efforts, insuffisamment connus, entrepris par le « Groupe de Bellerive », qui rassemble un certain nombre de personnalités de renom international, et enfin quelques réflexions que nous livre Jean-Jacques Odier.

DOSSIER : LE NUCLEAIRE CIVIL

La sécurité des installations

Le point de vue d'un chef de centrale
et d'un médecin du travail

M. P. Daurès, chef de la centrale du Bugey

Il était prévu que nous rencontrions M. Daurès avant publication de ses réponses écrites. Sa nomination récente au siège de l'E.D.F. à Paris, comme directeur délégué à la direction du personnel, n'a pas rendu possible cette prise de contact. Nous publions donc ses réponses telles qu'elles nous sont parvenues.

Changer : La controverse sur la sécurité des installations nucléaires est-elle engagée correctement ?

M. Daurès : D'après les contacts que nous avons avec les opposants au nucléaire, les arguments de ces derniers sont les suivants : le nucléaire est inutile, coûteux et dangereux, ces trois qualificatifs étant énumérés dans l'ordre d'importance décroissante.

Il apparaît en effet que l'aspect danger n'est plus déterminant, et que les arguments, que nous détaillerons dans les réponses aux questions 2 et 3, soient maintenant pris en compte et en passe d'être acceptés de façon quasi-générale.

L'opposition au nucléaire reproche sur-

tout à ce dernier, par l'importance de ses installations, d'être l'une des manifestations des tendances qu'elle décèle dans la société actuelle : recherche exclusive du progrès technique, obstacle à la décentralisation, renforcement des contraintes et contrôles autoritaires ; face à ces aspects négatifs, le nucléaire lui apparaît inutile et coûteux.

Le débat est ainsi placé sur le terrain économique qui nous semble effectivement le bon ; autrement dit, les avantages économiques indéniables du nucléaire justifient-ils l'importance qui lui est donnée actuellement ?

A ce sujet, sans vouloir trancher le débat, nous donnerons les indications résumées dans le tableau ci-dessous :

Coût du kWh produit par les différentes filières

	NUCLEAIRE c/kWh			CHARBON c/kWh			FUEL c/kWh		
	1980	1981	1990	1980	1981	1990	1980	1981	1990
D.D. Exploitation.....	1,25	1,60	3,2	2,55	4,1	3,2	1,80	2,85	2,9
Amortissement.....	4,01	6,80	8,9	2,65	3,9	6,9	3,35	5,50	5,9
Combustible.....	4,31	5,35	4,5	9,70	13,4	18,5	17,25	25,40	48,3
Total	9,57	13,75	16,6	14,90	21,4	28,6	22,40	33,75	57,1
Références									
économiques : francs	1980	1981	1.7.81	1980	1981	1981	1980	1981	1981

Les prévisions établies pour 1990 sont évidemment sujettes à fluctuations, en fonction de nombreux paramètres tels que le coût des combustibles et le taux d'actualisation. Cependant, les ordres de grandeur devraient rester les mêmes : en particulier le coût du kWh nucléaire demeurera nettement inférieur à celui du kWh charbon et fuel ; en effet, dans la filière nucléaire, et contrairement aux autres filières, le coût du combustible n'a représenté en 1981 que 40 % du coût total de production, et cette part tend à décroître.

– **Quels sont les divers risques inhérents à la fabrication d'énergie d'origine nucléaire ? De quelles marges de sécurité dispose-t-on pour y parer ?**

– Plusieurs scénarios d'accident ont été envisagés, qui sont relatifs au même phénomène, le dégagement de chaleur dans le cœur du réacteur dû à la radioactivité. Le contrôle de la réaction de fission s'effectue sans aucun aléa à l'aide des barres de commande, et la réaction de fission peut être arrêtée en moins de deux secondes, temps de la chute des barres ; cependant il convient ensuite, du fait de la radioactivité du combustible, de continuer à le refroidir en permanence et, dans ce domaine, l'accident le plus grave qu'on puisse envisager (dit accident de référence) est la perte de l'eau de réfrigération, par rupture d'une tuyauterie primaire. Différents circuits redondants de sûreté (injection et aspersion de sécurité) permettent alors de continuer à assurer le refroidisse-

ment du réacteur et de limiter la montée en pression dans le bâtiment.

D'autre part, quel que soit l'accident envisagé, il doit être sans conséquence sur l'environnement, puisque le bâtiment qui abrite le réacteur et les circuits primaires associés est une enceinte parfaitement étanche, dont toutes les communications avec l'extérieur sont automatiquement obturées en cas d'accident. L'étanchéité de l'enceinte est d'ailleurs régulièrement vérifiée par mise en pression à 5 atmosphères, et nous tenons à votre disposition les valeurs des taux de fuite mesurés, qui sont nettement inférieures aux normes admissibles.

– **Les Dossiers de l'Ecran en octobre dernier ont donné l'impression qu'à l'origine de l'incident de Three Mile Island s'est trouvée une succession impressionnante de défaillances humaines et techniques. Quelles conclusions ont été tirées de cet accident pour la sécurité du secteur nucléaire français et pour son extension ?**

– L'accident de Three Mile Island a résulté d'une défaillance technique, doublée d'une erreur de diagnostic initial. Les premières mesures prises, dont certaines ont consisté à inhiber des automatismes, ont par suite été erronées et ont contribué à rendre plus difficile l'établissement du bon diagnostic. Nous nous sommes donc attachés à aider l'opérateur dans sa fonction « Diagnostic et prise de décision », et un certain nombre d'améliorations ont été lancées dans le domaine de l'aide à la

conduite. En particulier un nouveau système « Aide au diagnostic » a été mis en service : ce système, utilisant un ordinateur et disposant des informations en provenance des capteurs d'exploitation, propose à l'opérateur, en cas d'incident, un diagnostic du phénomène, ainsi que les manœuvres à effectuer. L'opérateur dispose ainsi d'un appui technique, dont il est libre de suivre les indications.

En outre, rappelons que, en cas d'accident, des automatismes mettent les installations en état de sûreté, soulageant ainsi l'opérateur des actions immédiates, et lui donnant le temps suffisant (plusieurs minutes) pour analyser le phénomène. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les exploitants de Three Mile Island avaient inhibé l'action de ces automatismes ; alors que dans nos installations cette action est prioritaire et ne peut être entravée durant les cinq premières minutes.

Nous signalerons également qu'à la suite de l'accident de Three Mile Island, certaines consignes ont été adaptées, et des modifications sont prévues dans la disposition des pupitres de commande.

L'expérience des autres pays doit en effet nous être profitable, et nous cherchons à en tirer le maximum d'enseignements. C'est d'ailleurs afin d'augmenter l'expérience acquise que la politique des paliers a été retenue en France pour l'équipement nucléaire : les centrales d'eau pressurisée sont construites de façon identique afin que toute information recueillie sur une tranche ou toute amélioration effectuée sur cette tranche soit immédiatement transposable à toutes les autres tranches nucléaires du pays. ■

Le docteur Henri Frossard, coordinateur médical de la COGEMA ⁽¹⁾

Avant même que la spécialité ait droit de cité dans les facultés de médecine, le service de santé des Armées a créé, vers 1960 – nous sommes à l'époque des premiers essais nucléaires – les concours de radiobiologie. Cette discipline a pour champ d'action l'étude des effets des rayons ionisants sur l'être vivant.

C'est la filière que choisit le docteur Henri Frossard à sa sortie de l'Ecole de Santé Navale. Après avoir fait les classiques campagnes outre-mer et avoir été affecté à des unités à caractère nucléaire, dans les armées, il est détaché au Commissariat à l'Energie atomique (C.E.A.) pour devenir, en 1974, chef du service de la médecine du Travail à La Hague, puis à Marcoule. Il est aussi coordinateur médical de la COGEMA.

Changer : Le nucléaire pacifique à

l'échelle industrielle a commencé dans les années 50. Voilà donc trente ans que dure le débat nucléaire. Un sondage récent établit que 65 % des Français sont pour l'énergie nucléaire civile, mais le débat me semble curieusement escamoté en France. A qui la faute ?

Docteur Frossard : S'il y a eu des torts dans l'engagement du débat, ils sont des deux côtés. Les premiers spécialistes du nucléaire étaient des gens qui étaient à juste titre très fiers de leur technique : ils avaient peut-être vis-à-vis du public un certain complexe de supériorité : « On connaît, les autres n'ont pas besoin de connaître. »

Il y a aussi des torts du côté de l'opinion publique qui a laissé se développer le

nucléaire sans poser beaucoup de questions. Je vais vous donner un exemple : quand je me trouvais à La Hague, nous avons eu à faire constamment aux journalistes et nous avons tous participé à des émissions de télévision. Or quand on regardait les pourcentages d'écoute, on s'apercevait que les informations que nous essayions de donner touchaient 10 % des téléspectateurs. Alors quand on nous dit : « Nous ne sommes pas informés », nous sommes quand même un peu vexés, car l'effort a été fait. Mais les gens n'étaient peut-être pas prêts à recevoir cette information.

(1) Filiale à 100 % du CEA qui a la responsabilité de toute la partie industrielle du nucléaire civil en France.



- Le fait que la construction de centrales nucléaires demande de longues années ne dessert-il pas l'information ?

- Rappelons-nous que l'option nucléaire a été prise bien avant le choc pétrolier, à un moment où l'uranium était à un tel prix que l'on pouvait se demander si cela valait la peine de poursuivre le programme nucléaire. Le choc pétrolier a bouleversé les données économiques et c'est seulement à partir de ce moment-là que l'on s'est persuadé qu'il s'agissait d'une option rentable et intéressante. Les Français sont devenus alors plus sensibles au débat.

- Les difficultés, les risques sont extrêmement variés, mais le risque principal sur le plan médical est bien sûr celui des radiations.

La centrale du Bugey (Ain)



- C'est certainement celui qui pose le plus de questions, car le rayonnement est quelque chose qui ne se voit pas, qui ne se matérialise pas. Grâce à Dieu, il y a eu très peu d'accidents nucléaires dans le monde. On parle donc de quelque chose que la population n'a pas vécu, à la différence des coups de grisou ou de n'importe quelle autre catastrophe industrielle ou aérienne. Ce qu'on n'a pas vécu est naturellement plus porteur d'anxiété.

- Pourtant la radioactivité n'est pas une découverte récente ?

- La radiobiologie est un domaine qui a fait l'objet de beaucoup de recherches depuis l'époque des Curie et de Becquerel et surtout après le retentissement psychologique d'Hiroshima et de Nagasaki. Nous avons par ailleurs acquis un certain nombre de connaissances chez l'homme. Cela commence par les recherches d'avant-guerre, puis les irradiés japonais et les accidents qui sont survenus, non pas en France, mais à l'étranger, sur des réacteurs de recherche. Il y a eu à peu près une dizaine d'accidents depuis trente ans. L'utilisation des radiations ionisantes à des fins thérapeutiques nous apporte aussi un certain nombre de connaissances en même temps que la guérison de malades cancéreux qui étaient condamnés il y a encore quelques années. Il faut enfin parler de certaines populations du Tibet ou du Brésil, par exemple, qui sont soumises à une irradiation naturelle vingt ou trente fois plus élevée que la nôtre. On n'a observé chez elles ni anomalies génétiques ni augmentation significative de cancers. On a enfin pu observer des catégories de travailleurs (mineurs d'uranium en Tchécoslovaquie, peintres de cadrans de montres lumineux au radium aux Etats-Unis, etc.) chez lesquels on a décelé l'apparition de certains cancers.

Toutes ces données ont été prises en compte, de façon à pouvoir fixer des normes pour les travailleurs et pour les populations permettant d'éviter l'apparition des effets pathologiques dus à l'irradiation.

- En ce qui concerne le nucléaire français, on a, là aussi, des données sur une génération entière ?

- En ce moment les pères s'en vont, les grands-pères sont partis et les enfants rentrent ou sont déjà entrés. Et là, je vais vous faire une remarque qui va vous paraître un peu cocardière. La France est le pays qui a pris le plus au sérieux les règles de sécurité. Cela est confirmé par la façon dont les étrangers que l'on rencontre dans des congrès ou dans nos usines se tournent vers nous, comme je l'ai constaté encore récemment à Madrid. La France est maintenant le pays le plus avancé du

point de vue nucléaire, le pays où l'on a pu observer le moins d'incidents nucléaires, parce que c'est en France qu'on trouve des gens qui savent de quoi ils parlent. Ils ne parlent pas de projets, mais de situations vécues, depuis vingt, vingt-cinq ou trente ans.

- La contestation écologique s'est aujourd'hui tournée de préférence vers deux autres aspects du processus nucléaire, le surgénérateur et le retraitement. Comment voyez-vous ces deux domaines du point de vue médical ?

- Ce sont là des questions que je connais bien puisque j'ai suivi le retraitement depuis huit ans à La Hague, puis à Marcoule. A Marcoule, nous avons aussi le premier surgénérateur, Phénix. Justement, je corrigerais récemment la thèse d'une jeune femme médecin qui a pour sujet : Phénix, bilan médical après sept ans de fonctionnement. L'information est négative, c'est-à-dire qu'il ne s'est rien passé. Ce réacteur tourne remarquablement et, sur le plan de l'irradiation, de la contamination, pour deux cent cinquante travailleurs, il n'y a rien à signaler du point de vue clinique, pathologique et hématologique. Cela rejoint d'ailleurs une autre thèse faite dans notre service et qui porte sur la surveillance hématologique des agents travaillant sur l'ensemble des installations de Marcoule depuis vingt-cinq ans : là aussi aucune altération sanguine n'a été constatée chez les travailleurs exposés aux rayonnements ionisants. Sur le plan de l'irradiation interne, ce que nous appelons la contamination (c'est le cas d'un individu qui aurait absorbé, soit par les voies respiratoires, soit par une plaie, un radio-élément qui se fixerait plus ou moins longtemps dans l'organisme en l'irradiant), il ne s'est rien passé à Phénix, sinon des incidents minimes qui n'ont apporté aucune dose significative aux travailleurs. Sur le plan de l'irradiation externe, la dose moyenne reçue par les agents de Phénix a été de l'ordre de 20 millirems par an, et actuellement on est en-dessous de dix. Il faut savoir que les radiations naturelles nous délivrent en moyenne 100 millirems par an et, pour des endroits comme la Bretagne, ou le Massif central, dix fois plus à cause des roches granitiques qui contiennent de l'uranium. L'incident récent de Phénix, dont la presse a parlé, a été immédiatement détecté et circonscrit. Les conséquences, nulles pour le personnel, sont minimes, puisque la centrale devrait redémarrer dans les prochains jours.

- Qu'en est-il du retraitement ? On parle beaucoup de La Hague.

- Il y a un phénomène psychologique. Les contestataires se sont dirigés sur La

Hague peut-être parce qu'à Marcoule, implanté depuis longtemps dans le pays, ils auraient eu moins d'impact.

Le retraitement est du point de vue technique la partie la plus délicate du cycle nucléaire, parce qu'il ne peut pas être piloté automatiquement du début jusqu'à la fin. Sur la chaîne du retraitement, il y a deux opérations délicates : l'entrée et la sortie de la chaîne, où l'homme doit intervenir et où il y a des risques d'irradiation et de contamination. Ce n'est pas sans problème. On a cependant un recul important puisque La Hague fonctionne depuis quinze ans et Marcoule depuis vingt-cinq ans et qu'on n'a pas eu de problèmes sérieux.

– Et là, en tant que médecin, vous n'avez pas eu à vous occuper d'accidents significatifs ?

– Non. Nous n'avons jamais eu d'accidents radiologiques, mais bien entendu nous avons à agir dans un certain nombre d'incidents qui font partie de la vie normale d'une entreprise industrielle. A La Hague, en moyenne, l'irradiation est de l'ordre de cent millirems pour les agents qui travaillent dans ce qu'on appelle la zone contrôlée, ce qui est très largement au-dessous de la norme internationale. A Marcoule, la moyenne est du même ordre.

– Je pense qu'il y a eu des statistiques qui permettent de comparer les populations travaillant dans le nucléaire et les autres au point de vue des maladies courantes.

– Oui, le point est fait régulièrement. En matière de cancer et de leucémie, dans l'ensemble du CEA, c'est-à-dire plusieurs dizaines de milliers de personnes, par rapport à une population équivalente en âge, sexe, etc., et non exposée aux rayonnements, les taux sont soit équivalents, soit inférieurs. C'est peut-être dû au fait que la prévention est plus poussée, les moyens à notre disposition étant plus importants que pour les autres activités industrielles.

Il faut ajouter que, de toute façon, nous sommes nous-mêmes contrôlés par un organisme extérieur au CEA et à la COGEMA. Il s'agit du Service central de Protection contre les rayonnements ionisants, qui dépend du ministère de la Santé et est dirigé par le professeur Pellerin. Ainsi nos résultats, quels qu'ils soient, sont contrôlés en permanence.

– A titre de comparaison, quel est le taux d'irradiation d'un examen radiologique ?

– Voilà qui nous préoccupe, car nous chassons le millirem dans nos établissements et nos agents vont à l'occasion d'un examen médical en recevoir beaucoup plus chez le médecin. Il est certain qu'un cancer se traite par des doses très élevées : des



Le cerveau : la salle de commande (Fessenheim, Alsace)

milliers de rems. C'est indispensable, et grâce à des irradiations majeures, nos amis radiothérapeutes sauvent des vies humaines. Il faut l'accepter et le demander s'il le faut, mais dans le domaine médical, il faut essayer aussi d'évaluer le coût et le bénéfice et d'éliminer par exemple les habitudes qui consistent à refaire systématiquement une série de clichés quand on va d'un hôpital à l'autre.

– L'information est donc pour vous une tâche essentielle ?

– Certainement. D'abord informer le personnel de nos entreprises à tous les niveaux ; mais je dois dire que si j'ai participé à cette information indispensable depuis 25 ans, nous l'avons fait aussi en direction de la hiérarchie. Grâce à cette information, nous avons toujours bénéficié d'une très grande indépendance dans l'exercice de notre métier de médecin. Nous pouvons à la limite arrêter l'exploitation.

Notre responsabilité est aussi à l'extérieur de nos établissements et elle consiste notamment à informer des médecins qui sont des messagers humains très importants. Nous avons reçu à Marcoule tous les médecins de la Sécurité sociale, tous les médecins du Travail du Languedoc-Roussillon, puis récemment tous les médecins de la région. C'est une action qui devrait s'amplifier au niveau de l'hexagone.

– Est-ce que l'accident de Three Mile Island, près de Harrisburg, a modifié quoi que ce soit dans votre travail d'information ?

– Nous avons été contents, nous médecins nucléaires, que la hiérarchie la plus élevée ait pris peut-être davantage en compte la possibilité d'accident, car cela fait partie de notre métier de nous demander ce qu'il faudrait faire s'il se passait quelque chose de grave.

– Diriez-vous que Harrisburg, pour la France, a été salutaire ?

– Oui, parce que jusqu'à présent on vivait un peu dans l'euphorie du « Il ne s'est rien passé jusqu'ici » : il y avait bien

des plans d'urgence, mais les instructions méritaient d'être précisées.

– Puis-je vous poser une question plus personnelle ? Le nucléaire vous a-t-il posé des problèmes en tant que chrétien ?

– Pas tellement dans l'exercice de mon métier, compte tenu précisément de la liberté dont nous jouissons, car nous sommes surtout là pour servir et pour améliorer les conditions d'existence de l'homme au travail. Mais il me pose plus de questions quant à l'avenir de notre planète. Nous disposons avec le nucléaire d'une somme d'énergie considérable. Nous pouvons nous réjouir en nous disant que, si le programme nucléaire français continue, dans dix ans nous serons les « émirs » de l'Europe. Nous vendrons du courant nucléaire à nos voisins au lieu de vendre du pétrole. Devons-nous nous satisfaire de cette situation ? Je pense qu'il faut aller plus loin dans la réflexion. C'est la première fois qu'un problème pose des questions d'éthique aussi importantes au niveau de la planète. On se pose aussi des questions lorsqu'on se trouve devant des gens sincères qui ont cette peur irraisonnée que des gens mal intentionnés leur ont proposée. N'avons-nous pas, nous chrétiens, quelque chose à dire à ceux qui vivent avec la peur de la mort, du cancer ou de toutes les catastrophes possibles ?

Nous vivons probablement une période clé de notre civilisation. Le nucléaire avec son impact économique et psychologique est peut-être notre chance puisqu'en même temps qu'il nous apporte du « profit », il nous pose des questions sur notre avenir matériel, sur notre bien-être. Il nous en pose aussi sur notre avenir moral, spirituel et psychologique : peur de l'avenir, peur de la mort, peur pour nous-même, le nucléaire et les pays sous-développés, le nucléaire « c'est le diable », le progrès « mais à quel prix ? » etc.

Ces questions concernent directement les chrétiens. A nous, chrétiens, de nous informer en évitant de nous laisser enfermer dans des options politiques, polémiques ou utopiques. ■

(Propos recueillis par J.-J. Odier)



Le « Groupe de Bellerive »

Il y a cinq ans, une dizaine de personnalités de renom habitant la région genevoise se sont réunies pour tenter de créer, dans le domaine du nucléaire, « les conditions propices à une réflexion sereine, à une discussion ouverte et raisonnable et à une bonne information du public ». Le groupe, qui comprend notamment des universitaires, des scientifiques, des juristes et des fonctionnaires internationaux et qui s'est donné le nom de « Groupe de Bellerive », entend « se tenir en retrait des confrontations émotionnelles et partisans ». Il s'efforce d'analyser les problèmes de fond que pose le recours à l'énergie d'origine nucléaire et d'organiser des discussions au cours desquelles les thèses avancées de part et d'autre puissent être

présentées et défendues avec un même souci de rationalité et d'objectivité. Un premier colloque international s'est tenu à Genève en février 1979. En janvier 1980 a eu lieu un débat très poussé entre une délégation de l'Union des centrales suisses d'électricité (1) et sept spécialistes des problèmes énergétiques sollicités en Suisse, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Les entretiens ont porté notamment sur les prévisions de la demande d'énergie et l'évaluation des économies réalisables, deux éléments permettant de mieux apprécier la mesure dans laquelle il convient de recourir à l'énergie d'origine nucléaire. La question de la sûreté du retraitement et du stockage définitif des déchets a aussi été abordée.

Le Groupe de Bellerive s'efforce d'autre part d'attirer l'attention des nations industrielles sur la difficulté qu'il y a à réaliser une séparation complète entre l'utilisation civile de la fission nucléaire et son utilisation militaire pour la fabrication d'armes de destruction massive. La tâche de les maintenir séparées incombe, pensent les membres du groupe, aux hommes politiques et non aux techniciens.

Bien que les analyses du Groupe de Bellerive ne rencontrent pas autour de lui une adhésion unanime, nous estimons utile de reproduire dans notre encadré quelques passages significatifs de la déclaration initiale publiée par cet organisme le 3 octobre 1977, peu après les confrontations qui ont eu lieu sur le site de construction du surgénérateur de Creys-Malville (Isère). Ce texte garde en grande partie son actualité.

(1) Il faut préciser pour les lecteurs des autres pays qu'en Suisse l'électricité est produite, transportée et distribuée par plus de 1 200 entreprises appartenant pour la plupart aux cantons et aux communes.

Une analyse et une proposition

L'histoire semble avoir attribué à l'électronucléaire une place particulière, symbolique et cristallisante, dans l'éventail des confrontations de notre temps. Tout y a contribué : les premières révélations dramatiques de cette nouvelle force de la nature : l'ésotérisme des connaissances nécessaires pour s'y retrouver et pour former des jugements ; l'énorme coût des installations ; l'habitude prise dès le début par les gouvernements et par l'entreprise privée d'accorder leurs mobiles respectifs sous couvert du secret.

Ces motifs de discorde, loin de s'atténuer avec le temps, se sont au contraire aggravés. Au lieu de chercher, calmement et objectivement, à faire le bilan des arguments opposés, les deux camps ne soulignent que les arguments favorables à leurs thèses, et tendent à minimiser, à nier, voire à escamoter les arguments des adversaires. Dans cette cour de justice, il n'y a que des avocats. Les juges sont franchement absents, ou se trouvent dans l'impossibilité de déposer des conclusions valables, faute de compétence. Ici encore intervient la nature spécifique de la matière à juger. Les conseillers du gouvernement, professionnellement compétents, se trouvent normalement du côté promoteur. Les experts appelés par l'opposition paraissent plus vulnérables. Les promoteurs ont intérêt à accentuer l'importance des détails quantitatifs, des avantages sectoriels, les opposants, celle des arguments non chiffrables et des perspectives globales. Ainsi la structure même du débat se trouve controversée, et le bilan objectif, qui seul importe en dernier lieu, devient impossible à établir. Le fait que, dans la plupart des pays, la confiance du Pouvoir tend à pencher du côté des conseillers professionnellement engagés ne peut qu'aggraver la situation.

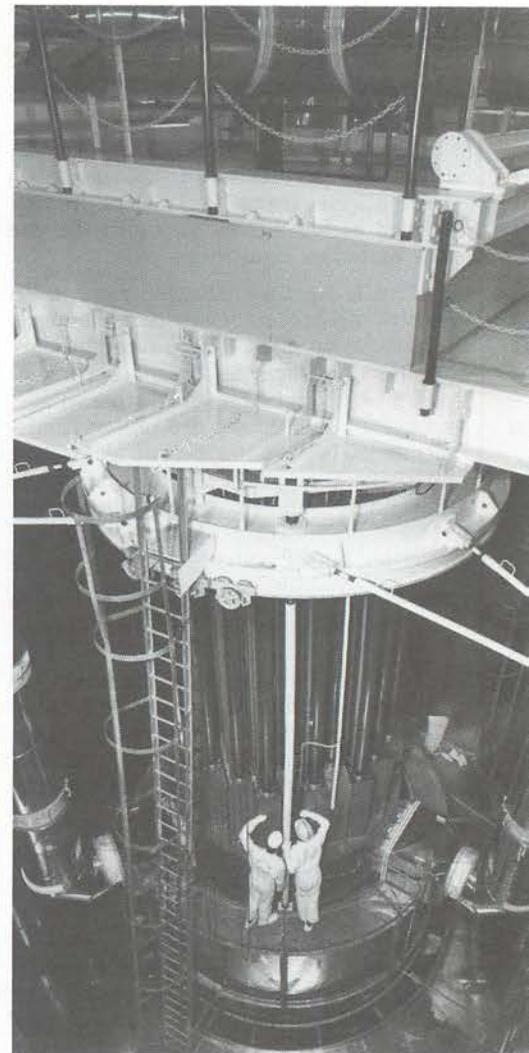
Entre les deux pôles actuels de la contro-

verse sur l'électronucléaire – l'accepter comme une panacée ou le rejeter complètement – toute une gamme de solutions pondérées et diversifiées est concevable, dont les avocats des deux parties ont tendance à détourner l'attention. Une analyse objective devra, au contraire, mettre en lumière ces solutions intermédiaires. Au lieu de trancher d'office entre *tout* et *rien*, elle posera la question plus complète : *combien ?* La question *comment ?* suivra inévitablement. (...)

Le choix des surgénérateurs ferait entrer l'humanité entière dans l'ère de l'économie du plutonium, avec des conséquences qui sont loin d'avoir été suffisamment explorées en ce qui concerne les droits de l'homme et les structures de la démocratie.

Les esprits éclairés et reconnus comme tels (scientifiques mais aussi juristes, techniciens mais aussi philosophes, économistes mais aussi politiques, hauts fonctionnaires mais aussi élus du peuple) capables de se pencher sur un problème complexe et de former des jugements indépendants, existent dans tous nos pays. Jusqu'ici, dans les questions nucléaires, ils n'ont eu que des occasions sporadiques de se concerter et de s'exprimer. L'affaire de Creys-Malville, qui nous préoccupe aujourd'hui, n'a pas encore été l'une de ces occasions. Mais il nous paraît évident qu'il existe un besoin urgent de mettre en place dans tous les pays concernés des *conseils de réflexion et d'évaluation* capables de s'élever au-dessus des confrontations polarisées. Ce rôle devrait leur être reconnu : leur composition devrait convaincre à la fois l'opinion publique et les autorités : les moyens d'accomplir leur tâche devraient leur être donnés.

Pour notre part, nous sommes résolus à promouvoir, au-delà et en dehors de notre groupe, la création de tels conseils.



A l'intérieur de la centrale de Fessenheim

Et la démocratie ?

par Jean-Jacques Odier

Un aspect insolite du débat relatif au nucléaire civil, c'est qu'un citoyen d'Aurillac ou de Besançon, qui n'a aucune centrale près de chez lui, pourrait parfaitement passer sa vie entière sans que la controverse ait une incidence quelconque sur sa vie de tous les jours (sauf, bien entendu, un abandon du nucléaire qui, lui, modifierait du tout au tout les données de l'économie française). S'il n'est habité par aucune préoccupation morale ou métaphysique, que lui importe si les combustibles usés doivent être, du fait de leur forte radioactivité, soustraits à l'environnement pendant plusieurs dizaines de milliers d'années, ce qui implique un pari presque inconcevable sur l'avenir ? Doit-il vraiment savoir si l'EDF va se doter de cette nouvelle génération de centrales, les surgénérateurs ? Il pourrait très bien se désintéresser de ces problèmes. Et, d'ailleurs, soyons honnêtes, c'est ce qui se passe dans la réalité. Des millions de gens en France et dans le monde préfèrent ne pas y penser et vivent comme si le débat n'avait pour eux aucune importance.

Nous nous trouvons donc devant un problème gigantesque d'information dont les pouvoirs publics devraient normalement prendre l'initiative. Or tel n'est pas le cas. Dans les grandes nations industrielles, tout se passe comme si les gouvernements ne souhaitaient pas instaurer un vrai débat démocratique. Leurs raisons sont multiples et compréhensibles. Premièrement, on est entré dans le domaine électronucléaire sans garantie qu'on pourrait vraiment maîtriser toutes les difficultés techniques qui grevent ce type de production énergétique. Deuxièmement, la soudaineté du choc pétrolier a accru de façon brutale le sentiment des décideurs qu'on n'avait simplement pas le choix. Enfin, le sujet est tellement complexe qu'il divise la communauté scientifique elle-même : comment le simple citoyen pourrait-il donc s'y retrouver, exprimer une opinion ou déposer un bulletin dans une urne de façon réfléchie en tenant compte des paramètres les plus importants ?

En ouvrant largement le débat, c'est-à-dire en s'efforçant de donner la parole aux opposants et aux partisans du nucléaire de façon équitable, les pouvoirs publics risqueraient de provoquer le plus vaste affrontement qui soit et s'exposeraient à voir l'opinion publique prendre parti dans des conditions d'émotivité et de passion qui ne pourraient que dénaturer le débat.

C'est pourquoi le nucléaire civil échappe pour l'instant à la règle du jeu démocratique. Ou, du moins, là où il y est entré — en Autriche, en Suède — il a abouti soit à un arrêt brutal du programme nucléaire, soit à une sorte d'hibernation qui pourrait faire de ces pays les pauvres de l'Europe de l'an 2000. En Suisse, en revanche, le débat a été engagé assez profondément. En France, on se contente de s'appuyer sur la consultation des populations locales et sur des sondages qui semblent indiquer au niveau national une confortable majorité de partisans du nucléaire (65 %). Ce n'est pas satisfaisant. Il n'est pas satisfaisant non plus de s'entendre dire que nous sommes condamnés au nucléaire. Cela confirme le citoyen dans l'impression qu'il est mené par des forces qui le dépassent complètement. Mené où ? Vers une ère de bonheur planétaire ou vers un univers de problèmes insolubles ?

Question sans réponse ?

Sommes-nous vraiment condamnés au nucléaire ? On est en droit de se demander s'il existe une réponse à cette question. Si l'on répond oui, ce ne peut être que parce que les choix précédents de notre civilisation (automobile, glissement progressif vers une société de consommation et d'égoïsme) sont difficilement réversibles et nous obligent à chercher frénétiquement de nouvelles sources d'énergie. Si l'on répond non, nous serons contraints à une révision déchirante de l'ensemble du mode de vie des nations industrielles et, par conséquent, de l'humanité tout entière. Il est probablement impossible de se représenter les bouleversements auxquels un tel changement de cap nous conduirait dans tous les domaines.

La difficulté devant laquelle nous nous trouvons de répondre à cette question essentielle devrait nous amener à deux conclusions :

1. Il faut concevoir de nouveaux modes d'information comme de concertation sur les divers aspects de la poursuite et de l'extension éventuelle du secteur nucléaire.

2. Sans une véritable concertation mondiale sur les problèmes fondamentaux de la croissance, des inégalités entre continents, la survie de notre planète est menacée.

C'est là que le débat sur le nucléaire apparaît dans toute son ampleur. Il est indissociable de tous les autres problèmes de notre civilisation. Discuter du nucléaire sans parler de la nature et de la valeur du travail humain, des rapports nord-sud, des raisons de vivre des hommes, c'est brasser du vent. Nous devons dire, à ce propos, notre déception de constater que les réponses données par écrit à nos questions par le chef de la centrale du Bugey semblent indiquer que la controverse nucléaire doit avant tout se situer sur le terrain économique. On comprend que, devant les contraintes auxquelles sont soumises les économies nationales, des dirigeants d'entreprises réagissent avant tout dans les termes qui sont ceux de leur fonction. Mais il est dommage que les autres considérations soient négligées.

Dans cinquante ans, les données de la situation mondiale, si l'humanité passe le cap le plus difficile, risquent d'être très différentes. On peut imaginer que d'ici là on aura appris à capter les sources d'énergie renouvelable et à en maîtriser les techniques. Mais c'est la phase actuelle — les trente ou cinquante prochaines années — qui requièrent une nouvelle approche des problèmes. Il s'agit d'abord, pour le simple citoyen, d'accepter la responsabilité qui lui incombe de s'informer, d'étudier le sujet du nucléaire en s'efforçant de le lier aux problèmes de croissance, de liberté, de culture et de mode de vie. La remarque du D^r Frossard concernant l'intérêt accru du monde médical à l'égard des problèmes de radiation est à ce propos un signe encourageant.

Deuxièmement, on peut espérer que la proposition du « Groupe de Bellerive » concernant la mise en place de « conseils de réflexion et d'évaluation » sera entendue et prise en compte par les pouvoirs publics.

Il est souhaitable que les gouvernements de nos pays renoncent à la politique du secret qui entoure trop souvent les décisions relatives au nucléaire et qu'ils s'emploient à faire entrer ce domaine dans le jeu normal de la démocratie. Sinon on risque d'assister au processus contraire, la militarisation progressive de l'une des principales industries civiles, la production d'électricité.

Etant donné que le débat nucléaire n'engage pas un seul septennat, mais une succession de septennats, serait-il inconcevable que le président Mitterrand associe dans une réflexion de fond sur le nucléaire les responsables de la majorité et de l'opposition ainsi qu'un certain nombre de hautes personnalités particulièrement concernées, ou simplement inquiètes ? Ce serait là un service rendu à nos enfants. ■

P.S. Nous encourageons nos lecteurs à nous écrire leurs idées et leurs suggestions sur cet important sujet. La Rédaction

Ancien pilote de l'armée de l'air australienne engagé sur le théâtre européen pendant la deuxième guerre mondiale, Gordon Wise est maintenant un des responsables du Réarmement moral en Grande-Bretagne. Il fait de fréquents et longs séjours aux Etats-Unis.

Nous reproduisons ci-dessous, traduit du bimensuel anglais *New World News*, le texte d'une intervention qu'il a faite récemment à Washington, dans la salle de réunion de la Commission des Forces Armées du Congrès, dans le cadre de la campagne du Réarmement moral aux Etats-Unis (voir p 16).

Volonté de défense

Volonté de paix

par Gordon Wise

Le conseiller en politique étrangère d'un sénateur américain me disait l'autre jour son inquiétude de voir s'aggraver les divergences entre l'Europe et l'Amérique à propos de l'évaluation « de la menace soviétique et des intentions de l'Amérique quant à la façon d'y riposter ». Question étroitement liée, selon lui, à celle du contrôle des armements, l'une et l'autre étant le souci principal, de part et d'autre de l'Atlantique, de nombreux hommes politiques, diplomates, militaires et simples citoyens.

En ce qui me concerne, voici quelles sont mes préoccupations dans le domaine de la défense et de la sécurité :

1. La volonté conjointe de résister à l'agression, d'où qu'elle vienne, doit être réelle, incontestable et évidente pour l'ennemi comme pour l'allié.

L'histoire montre que les guerres ne sont pas déclenchées par la course aux armements mais plutôt lorsqu'un camp estime que l'autre est plus faible que lui dans son

armement ou dans sa volonté de lutter, donc susceptible d'être vaincu.

De ce point de vue, une vague de fond en faveur de la paix, sans qu'il y ait par ailleurs des garanties vérifiables quant à la capacité de riposte, ne fait qu'effriter la volonté collective de défense. Si Hitler avait su que les Anglais se battraient, il aurait peut-être hésité à envahir la Pologne. Il avait sous-estimé l'état d'esprit des Britanniques parce que lui parvenaient de Londres des informations confuses sur une population qui ne voulait pas que son niveau de vie souffre de la course aux armements ou qui avait peur de tenir tête au bluff de Hitler. Il croyait en outre que la classe politique se plierait à cette attitude au lieu de la combattre, ceci jusqu'à ce que Churchill arrive aux commandes. Mais, à ce moment, Hitler avait envahi la Pologne et la guerre avait éclaté.

Il serait tragique que la Russie – ou tout autre pays – pense que nous ne résisterions pas à une agression et se lance dans une attaque-éclair. Il serait tout autant tragique qu'à cause de leur supériorité militaire les Soviétiques puissent exercer sur nous ou sur d'autres un chantage qui nous forcerait à accepter des changements politiques ou économiques favorables à l'impérialisme soviétique.

2. Ce qui déclenche une guerre, en tout premier lieu, c'est une explosion, parfois localisée, de haine, de peur, d'orgueil, d'ambition. Si un mouvement pacifiste se trouve fortement teinté d'anti-américanisme, d'anti-reaganisme ou d'anti-soviétisme, on aboutit à un mélange détonant de haine et de peur. Si les mouvements pacifistes veulent éviter ce danger et se rendre vraiment efficaces, il faut, au-delà de toutes barrières, qu'ils s'acharnent à désamorcer la haine, guérir la peur, réorienter l'ambition, liquider l'orgueil. Par « au-delà de toutes barrières », j'entends que toutes les nations sont coupables de ces attitudes dangereuses, et pas seulement celles d'un bloc ou de l'autre. En fait, un mouvement pacifiste qui prend parti pour le seul désarmement de l'Ouest prépare la guerre dans la mesure où un agresseur éventuel peut y percevoir une faiblesse – réelle ou non – et attaquer.

3. L'unité du monde non-communiste laisse beaucoup à désirer, comme l'atteste le désarroi actuel au sein de l'Alliance atlantique. Les divergences de vues ne devraient pas conduire à une paralysie de la volonté collective au sein de nos alliances. Mais il faut un génie politique d'un rare désintéressement et d'une rare humilité pour souder l'unité d'amis que divisent l'appréciation du danger et les moyens d'y faire face.

Il y a de bonnes raisons de croire que, derrière le regain d'anti-américanisme en Europe, se profile une stratégie visant à provoquer un retour de flamme isolationniste aux Etats-Unis.

Quand on entend des Américains dire que « si l'Europe ne veut pas de nous pour sa défense, il n'y a qu'à retirer nos troupes », il faut se demander honnêtement si cela réduirait ou non les risques d'une agression sur l'Europe.

4. Il nous faut faire mieux et plus vite que les communistes dans le domaine où ils sont fai-

bles, et où nous le sommes aussi : celui du développement, de l'aide aux plus défavorisés, à ceux qui vivent dans les quartiers pauvres de cette ville si inégalement développée qu'est devenue notre planète. Il n'est pas tolérable que le monde reste divisé au plan économique entre ceux qui vivent dans l'esclavage et ceux qui vivent dans la liberté, pas plus que cela ne l'est, au sein d'une nation, sur le plan politique.

En 1975, la septième session spéciale des Nations Unies, qui avait porté sur le développement et sur la mise au point d'un ordre économique international plus juste, avait donné lieu à des initiatives porteuses d'espoir : les pays nantis allaient enfin s'occuper de la pauvreté mondiale. Cela avait aussi révélé la fausse préoccupation des Russes et des Chinois, qui restaient de marbre et ne se risquaient ni à applaudir ni à critiquer. Malheureusement, la mise en œuvre de ces initiatives est lente, malgré l'excellent travail accompli par la Commission Brandt.

« C'est la volonté politique qui manque », m'a dit à ce sujet l'ambassadeur à Londres d'un pays du tiers monde. « Ce que vous faites, au sein du Réarmement moral, a-t-il ajouté, pour créer un courant en faveur de ces besoins, pour informer l'opinion et notamment les milieux syndicaux, économiques et politiques, joue un rôle constructif et peut inciter les gouvernements à passer à l'action. »

Si les politiques économiques pratiquées aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont quelques chances de réussir – de même que leurs politiques de défense – il faudrait alors que les préoccupations passent du national au global. Il y a en outre beaucoup à faire auprès de nos opinions publiques. **Les problèmes de sécurité entre l'Est et l'Ouest sont liés aux problèmes économiques entre le Nord et le Sud.** Il nous faut travailler plus étroitement avec les pays de l'OPEP et avec le Japon et, ultérieurement, avec l'Union soviétique elle-même pour pouvoir améliorer le sort de l'humanité dans son ensemble.

Pour cela, il nous faut commencer par nous-mêmes, ce qui m'amène à mon cinquième point.

5. Les superpuissances se respectent mutuellement à cause de la capacité qu'a chacune d'infliger à l'autre des dégâts intolérables, mais les représentants des nations les plus pauvres, par définition, estiment qu'ils n'ont rien d'autre à perdre que la vie. Ce qui veut dire qu'avec l'aide d'un ou deux pays davantage portés à courir des risques, ils pourraient pratiquer la « politique du bord du gouffre » et exercer contre les pays nantis un chantage afin de leur imposer par la force des changements qu'ils gagneraient à accepter spontanément. Un tel aventurisme pourrait déclencher un conflit généralisé. Mais des initiatives audacieuses, dépourvues de tout égoïsme, visant à recycler l'économie mondiale pourraient apaiser ces accès de colère et garantir la paix.

6. Des injustices chroniques, irrésolues, se perpétuant dans certaines parties du monde (Palestine, Israël, Irlande, Afrique du Sud, Amérique latine) risquent d'être des causes indirectes de guerre. Ces injustices menacent la paix mondiale parce que l'une ou l'autre des puissances nucléaires pourrait se laisser entraîner dans un conflit. La

La course aux armements : cause ou effet ?

Nous estimons utile, en regard des propos de M. Wise, de citer un article récent d'André Fontaine (Le Monde du 10 juin 1982) dont voici les deux derniers paragraphes :

« On ne le répétera jamais assez : la 'course aux armements n'est pas la cause de la tension internationale, elle en est l'effet, même si l'effet peut paraître plus visible que la cause, ou plutôt les causes ; il faut chercher ces dernières dans les énormes déséquilibres existant entre les diverses régions de la planète, dans la rapacité des puissances, dans les réflexes de peur de communautés auxquelles l'absence d'un ordre international digne de ce nom ne paraît laisser d'autres recours que l'autodéfense.

« Le dilemme de l'humanité, en cette fin de siècle, est d'une aveuglante évidence : ou bien elle retrouvera une ambition commune au service de sa survie collective, ou bien elle continuera de s'entre-déchirer et donc de se surarmer, en attendant le jour où quelque apprenti-sorcier, démontrant la fragilité des innombrables précautions imaginées par les experts, appuiera sur le fameux bouton. Qu'il en soit aussitôt puni ne fait aucun doute ; mais le risque est grand que nous, ou nos enfants, ne le soyons avec lui. »

crise des Malouines est un bon exemple d'un problème régional risquant de dégénérer en crise internationale.

Si, en anticipant les conflits et en nous attaquant à leurs causes, nous parvenions à appliquer nos esprits et nos volontés à construire la paix et non seulement à éviter la guerre, nous pourrions créer un contre-courant d'espoir au profit de toute l'humanité. Que nos yeux s'ouvrent sur la réalité, certes, mais aussi sur une vision pour l'avenir.

7. Tout problème de sécurité a une composante morale en plus de ses composantes diplomatique, économique et militaire.

A tous ces niveaux, le Réarmement moral a prouvé l'importance et l'efficacité de sa contribution. En effet, il ne saurait y avoir de désarmement militaire sûr sans un réarmement moral et spirituel. Tout programme de désarmement, pour être crédible, acceptable et contrôlable, doit reposer sur la confiance. Or la confiance naît d'un changement de mobiles et de l'acceptation de tâches assez vastes pour unir les hommes entre eux au-delà de leurs différences.

La technologie, la science et l'art de la stratégie peuvent être mis au service de la paix et non seulement de la guerre. Le Réarmement moral et ses équipes d'hommes et de femmes engagés sont disponibles pour travailler à rétablir la confiance, la réconciliation, le changement, le désintéressement. Un effort dans lequel il faudrait pouvoir inclure l'Union soviétique. En tant qu'hommes de foi, ne devrions-nous pas considérer cela comme normal ?

Minoritaire et responsable

Interview de Niketu Iralu, du Nagaland

Niketu Iralu est issu d'une tribu du peuple naga qui habite au nord-est de l'Inde. Le pays naga fait partie de ce groupe d'Etats dont les populations, non indiennes, comptent environ vingt millions d'habitants et ont souvent résisté, parfois même en recourant aux armes, aux tentatives d'intégration des autorités de Delhi.

Changer : Vous considérez-vous comme un Indien ?

Niketu Iralu : Je me considère comme membre d'une tribu minoritaire. Autrefois, dans mon esprit, c'étaient les autres qui étaient responsables de ce qui n'allait pas chez nous comme dans le reste de l'Inde. Mais j'ai peu à peu compris que si toutes les populations minoritaires pensent comme cela – et nous sommes très nombreux sur l'ensemble du territoire indien – nous pourrions acculer Delhi à la banqueroute sans que soit résolu aucun problème, ni les nôtres, ni ceux du pays dans son ensemble.

Lorsque j'ai découvert le Réarmement moral, j'ai été frappé par l'idée que chacun a un rôle à jouer. Cela m'a obligé à m'intéresser à l'ensemble de l'Inde.

La réussite de l'Inde est donc vitale pour toutes les populations du sous-continent. Si l'Inde devait voler en éclats, la violence se répandrait dans toute la région, au point peut-être d'entraîner les superpuissances dans le conflit. Mais dès que progressera la justice sociale en Inde, dès qu'il commencera à y avoir assez pour les besoins de chacun, tous les peuples de la région en profiteront. C'est là que le Réarmement moral a un grand rôle à jouer.

– Quelle est votre préoccupation principale pour vos compatriotes nagas ?

– Ce à quoi j'aspire, c'est de pouvoir aider mon peuple, et surtout les jeunes, à voir non seulement nos problèmes régionaux, mais à penser en termes de ce qui se passe dans tout le sous-continent. Nous sommes entourés de grands problèmes, ce qui nous condamne, pour de longues années, à une très grande instabilité : les problèmes sociaux et économiques en Inde même, les révoltes de groupes ethniques chez nos voisins les Birmans et les Thaïs, la proximité de l'Indochine, le Tibet

et la Chine qui sont nos voisins immédiats, et surtout le Bangladesh.

– Que se passe-t-il avec le Bangladesh ?

On estime à quatre millions le nombre d'habitants de ce pays qui, au cours des dernières années, se sont introduits clandestinement dans les provinces du nord-est, surtout en Assam. Cela a causé des troubles graves et de violentes réactions de rejet de la part des Assamais et des autres peuples du nord-est, qui craignent de devenir minoritaires dans leur propre pays, voire de se retrouver un jour citoyens d'un « grand Bangladesh ». Tous les éléments sont réunis pour un carnage semblable à celui qui s'est déroulé au Cambodge il y a quelques années. Quand les gens se sentent pareillement dans l'insécurité, ils ne pensent plus qu'à leur intérêt immédiat et tombent facilement dans le panneau des campagnes démagogiques.

Il nous faut donc former des hommes et des femmes dont la pensée soit à la hauteur de cette situation et qui puissent se préparer à long terme.

Notre interlocuteur nous rappelle aussi le rôle que le Réarmement moral et le centre de Panchgani ont joué, à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, face aux problèmes qui se posent dans le nord-est. Il évoque en particulier les événements qui ont conduit à la création de l'Etat du Meghalaya, à la suite de réconciliations spectaculaires entre certaines personnalités politiques de la région, ainsi que les nombreuses délégations, principalement de jeunes et d'étudiants, venues de ces Etats pour des stages de formation au centre de Panchgani.

– Vos responsabilités d'animateur du centre de Panchgani ne vous posent-elles pas parfois des problèmes de priorités, face à l'urgence des problèmes humains qui se posent dans le pays ?

– Oui, cette question de priorité n'est jamais facile. Par exemple, il m'arrive parfois de m'occuper d'un malheureux ou d'un mourant que je trouve au bord de la route et de l'amener dans un des foyers de Mère Teresa. On fait ce genre de geste en se disant que cela n'est pas grand chose, pourtant cela aide à penser aux millions de



gens dont le sort est pire que le sien propre, et donc à ne plus penser à soi-même. Il est pratiquement impossible de savoir quelles sont les priorités dans un pays comme l'Inde et il y a toujours des gens pour nous dire que nous ne touchons pas aux vrais problèmes. Il est donc extrêmement important de sentir profondément ce que Dieu attend de vous et de garder son cœur ouvert face à la misère, tout en acceptant de ne pas pouvoir toujours faire quelque chose.

J'essaie donc d'aider les gens au coup par coup, dans mes rapports individuels. Je pense, par exemple, à ce jeune ouvrier de Bombay, habitant dans un bidonville et criblé de dettes, se livrant au jeu et à la boisson, incapable de faire quoi que ce soit pour sortir de sa condition, à plus forte raison pour aider sa famille. Une assistante sociale est arrivée à l'entraîner à Panchgani. « Je suis en train de sombrer, me confia-t-il le premier soir. Je n'ai plus aucune force de caractère ». Il a cependant eu le courage de changer, a trouvé de l'aide pour rembourser ses dettes et a pu se tirer d'affaire. Evidemment, ces problèmes touchent des millions de gens, mais il faut, avec fidélité, construire sur ceux que l'on trouve sur son chemin.

– Vous êtes doublement minoritaire dans votre pays puisque vous êtes naga et également chrétien. Comment les choses se passent-elles pour vous ?

– Les hindous sont particulièrement tolérants et larges d'esprit. Ils ne cherchent pas à convertir les autres, de sorte qu'ils sont naturellement disposés à apprendre des choses nouvelles des représentants d'autres groupes ethniques ou religieux. C'est une de leurs grandes qualités.

Par contre, nous autres chrétiens du pays naga, quand nous rencontrons des gens appartenant à une autre religion, nous estimons que ce serait manquer à notre devoir que de ne pas essayer de les convertir à notre église ou à notre chapelle.

- Est-ce là aussi votre propre conviction ?

- Non. Car c'est précisément contre cette attitude que les gens réagissent le plus en Inde. Durant des siècles, les chrétiens ont estimé qu'il fallait à tout prix amener les gens à leur église. Je ne crois pas à cette façon de faire et je ne la pratique pas. Chrétiens ou non chrétiens, nous avons avant tout besoin d'une profonde conversion pour nous mettre à obéir à Dieu ou à nos convictions fortement ressenties.

Mais les gens sont très ouverts aux valeurs chrétiennes les plus profondes, comme le pardon et la grâce, et ils les respectent intensément. Ils sont tout à fait disposés à les faire leurs s'ils constatent qu'elles sont réelles dans ma propre vie, dans la façon dont je me comporte et résous les problèmes qui se posent à moi. Dans cette perspective, il n'y a pas de conflit.

- Et les chrétiens eux-mêmes, vous font-ils des objections ?

- Oui, ils sont souvent assez critiques à mon égard. « Si tu ne convertis pas les gens, tu manques à ton devoir de chrétien. » Bien que cela soit une façon étroite de penser, que ce soit une conception du christianisme qui, à mon avis, ne correspond pas à l'attitude du Christ, je sais aussi que cela vient de l'éducation chrétienne assez limitée qu'ils ont reçue. Je leur dis alors que c'est le Réarmement moral qui m'a aidé à suivre le chemin de la Croix.

On m'a même demandé si Rajmohan Gandhi (1) serait sauvé, s'il irait au paradis. La question peut paraître ridicule, mais pour ces gens, elle est importante. Je réponds que cela n'est pas à moi à décider d'une telle chose, que c'est l'affaire de Dieu.

Il y a eu en Inde de grandes figures chrétiennes qui ont laissé des marques profondes sur le pays, ce qui fait que beaucoup de gens respectent le Christ. Et puis, il y a eu le mahatma Gandhi, qui a amené les chrétiens à s'interroger sur ce que devrait être leur christianisme, par le simple fait que sa vie à lui était très influencée par les écrits chrétiens. Tout en restant un hindou des plus orthodoxes, il était une des personnalités les plus proches du Christ auxquelles on puisse penser, ce qui a intrigué et inspiré de nombreux chrétiens.

De nos jours, c'est Mère Teresa qui donne en Inde une illustration du vrai amour chrétien, à tel point que les hindous comme les dirigeants marxistes de Calcutta l'aiment et la respectent infiniment.

Propos recueillis par
Philippe Lasserre

(1) Petit-fils du mahatma, journaliste et un des amateurs du Réarmement moral en Inde.

L'Allemagne et son avenir politique : au-delà des idées reçues

par Pierre Spœrri

Bonn, juin 1982

Il ne s'écoule pas un mois sans que la presse mondiale reprenne ses interrogations sur l'Allemagne et sur ce que les Allemands pensent réellement de l'avenir de la République fédérale.

En avril, c'est le congrès du parti social-démocrate à Munich qui a remis ce débat de fond sur le tapis. Peu de temps auparavant, s'était tenue la rencontre annuelle germano-britannique de Königswinter, placée cette fois-ci sous le thème révélateur : « Années de la peur ». Alors que depuis longtemps l'anglais a adopté sans les traduire les termes les plus typiques de la langue allemande : *Heimweh*, *Führer*, *gemütlich*, *Weltanschauung*, c'était cette fois-ci le mot *Angst* qui non seulement courait sur toutes les lèvres mais pénétrait jusqu'aux os des participants à ce colloque.

Le mois de mai fut plutôt un mois d'attente, malgré deux événements imprévus qui ébranlèrent l'Europe : la crise des Malouines et le compromis de dernière heure sur le budget communautaire et sur l'augmentation des prix agricoles au sein de la CEE.

C'est le mois de juin qui promettait d'être riche en événements propres à raviver le débat allemand, et au point de vue extérieur et au point de vue intérieur. Faisant suite au sommet de Versailles, le sommet de l'OTAN à Bonn et la visite du président Reagan à Berlin alimentaient depuis longtemps les discussions politiques : qu'allait être les conséquences de ces événements sur la politique intérieure du pays ? Pour témoigner de son attachement à l'OTAN, pour ne pas abandonner la rue aux seuls éléments anti-américains, l'opposition chrétienne-démocrate décidait d'organiser une manifestation de masse dans un parc de Bonn, les différents mouvements pacifistes, de leur côté, prévoyaient de grands défilés à Bonn et à Berlin. En dernière analyse ce qui compte le plus dans ces manifestations, ce n'est pas tellement le nombre des participants, mais, à en juger par le nombre des manifestations elles-mêmes, le fait que, dans tous les camps politiques, les gens tiennent à faire connaître publiquement leurs opinions sur les questions vitales à leurs yeux.

Ces éléments très visibles du décor ont peut-être empêché l'opinion étrangère de prêter attention à deux événements de politique intérieure : d'une part les élections régionales de Hambourg en juin et de Hesse en septembre, dont les résultats sont déterminants pour l'avenir de la coalition gouvernementale installée à Bonn. D'autre part la préparation du budget de 1983 (et du collectif budgétaire de 1982), qui doit être arrêté avant les vacances d'été. Or les deux partis membres de la coalition n'arrivent même pas à s'entendre sur le montant du déficit budgétaire, ni, à plus forte raison, sur la façon dont on pourrait le combler. Aucun consensus ne semble se dégager sur les mesures draconiennes dont tout le monde sait qu'elles doivent être prises.

Peurs et préjugés

Chaque fois que l'on essaie d'écrire quelque chose sur l'Allemagne et sur les Allemands, on est soumis à deux tentations. D'une part celle qui consiste à se laisser fasciner par les commentaires des médias et par les discussions privées et publiques auxquelles on a la possibilité de participer et de risquer alors de rester bloqué au niveau du présent immédiat. D'autre part on est tenté de céder aux tendances très répandues ici de la *Tiefenpsychologie* (la psychologie en profondeur), d'y chercher une confirmation de ses propres peurs et de ses propres préjugés et de ne retirer de tout cela, de façon bien allemande, qu'un problème fondamental de plus.

En tant que Suisse marié à une Allemande et résidant une bonne partie de l'année à Bonn, je préfère donc exprimer mon opinion personnelle plutôt que d'avancer de nouvelles théories. Voici donc, après tout ce que j'ai vu et entendu ici, ce que je ne crois pas :

1. Je ne crois pas qu'il y ait le moindre danger que la République fédérale, pour obtenir la réunification, accepte jamais d'être neutralisée. Certes, on continue d'évoquer, à intervalles réguliers, le spectre de Rapallo, la rencontre secrète au cours de laquelle, en 1922, Russes et Allemands s'étaient entendus sur le dos

des alliés occidentaux. Le soutien massif de la population – constamment confirmé par les sondages – à l'Alliance atlantique, et le fait que la majorité des dirigeants politiques des partis représentés au *Bundestag* restent attachés à la constellation politique actuelle, prouvent que la peur du neutralisme allemand n'est pas justifiée.

2. Je ne crois pas non plus que l'économie allemande soit au bout du rouleau et que l'on doive craindre une catastrophe économique suivie d'une crise sociale et d'un éventuel bouleversement politique. Tous les partis politiques cherchent, même si c'est par des voies différentes, à résoudre les problèmes jumeaux du chômage et de l'inflation. Evidemment, personne n'est en mesure de prévoir quand se produira une véritable reprise.

3. Enfin je ne crois pas qu'un extrémisme de droite ou un nationalisme exacerbé représente une menace semblable à celle qui, au début des années trente, a conduit à la radicalisation de la vie politique. Les journalistes savent combien il est facile de pimenter légèrement un reportage en dramatisant les choses ou en les simplifiant à l'extrême. Et qu'il est toujours aisé de trouver quelqu'un pour corroborer ses idées préconçues. Dans le domaine des relations germano-américaines, le travail de ceux qui veulent réduire l'incompréhension qui règne de part et d'autre de l'Atlantique n'a pas été facilité par les journalistes qui cèdent à ces tentations. Les choses se passent de la façon suivante : il suffit de quelques douzaines de personnes pour lancer une manifestation anti-américaine. Celle-ci est filmée par une équipe de télévision et le film est diffusé sur l'émetteur d'une station située à New York ou à Washington. Puis les journaux européens montent en épingle la réaction de quelques Américains à tendance isolationniste. Et ainsi de suite.

Et l'Allemagne de l'Est ?

En outre, il se déroule en coulisse des événements dont les journaux ne parlent jamais. Voici quelques exemples :

1. Face au pacifisme, qui soulève de grosses vagues en Allemagne de l'Est, comme en Allemagne de l'Ouest, les gens ont des réactions soit extrêmement émotives soit extrêmement politisées. Lors de la préparation des manifestations pacifistes de Bonn, les communistes allemands avaient proposé que l'on ne s'en prenne qu'à l'armement américain (et que l'on omette donc les fusées soviétiques). Ce qui avait amené de nombreux groupes, surtout parmi les écologistes, à quitter aussitôt le comité de préparation. Ces gens-là ne voulaient pas se laisser manipuler.

En Allemagne de l'Est, les jeunes



« Debout pour la paix. » Manifestation pacifiste à Bonn du 10 juin 1982.

chrétiens du mouvement pacifiste se servent comme symbole d'une photo du monument soviétique devant le bâtiment de l'ONU à New York sur lequel figure l'inscription : « Que les épées deviennent des charrues ». Ils sont des centaines à porter ce badge, ce qui leur vaut de ne pas être admis dans les universités, dans les écoles supérieures ou dans les centres d'apprentissage. De l'autre côté de la frontière, le mouvement pour la paix semble donc revêtir une autre signification. Autre aspect du débat sur le pacifisme : deux hommes se trouvent face à face lors d'une réunion en Allemagne du sud. L'un d'eux, ancien prisonnier de guerre en Russie, est un conservateur ; l'autre, un jeune chef d'entreprise, est un partisan du mouvement « Vivre sans armes ». Il prend la parole à de nombreuses rencontres pacifistes. Un jour, le conservateur va à une réunion pour porter la contradiction au jeune patron, mais celui-ci parle avec une telle conviction de la nécessité pour l'individu d'être « capable de paix » que le conservateur s'excuse pour ses préjugés.

2. Dans le domaine des relations germano-américaines, il se passe plus de choses qu'on ne le pense. Un des rédacteurs en chef du quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* écrivait récemment dans un éditorial de première page : « Il est facile à un individu d'écrire sur un mur *Yankees go home*. Des milliers de personnes liront ce slogan pendant des semaines entières, mais il faut de la part de centaines de personnes un vrai engagement pour adresser une parole d'amitié au soldat américain rencontré dans la rue, dans le

métro ou dans un magasin. Or ce sont de tels gestes qui effaceront l'effet de ce graffiti vexatoire. »

Lors de rencontres entre Américains et Allemands, on a pu constater combien il est facile de laisser s'installer l'incompréhension et quels efforts sont nécessaires pour accepter une opinion contraire, même si l'on n'y souscrit pas.

On pourrait citer d'autres exemples. Il est plus facile de parler des heurts entre les opposants politiques que des tentatives menées par des députés des deux camps pour parvenir à un consensus sur certaines questions essentielles. Il y a également lieu de se réjouir qu'une organisation comme le DGB (la Fédération des syndicats allemands) se soit dotée d'une nouvelle équipe dirigeante dont tous les éléments suspectés d'avoir été mêlés à des affaires douteuses ont été éliminés. De tels exemples de « renouvellement démocratique » sont particulièrement importants, surtout lorsqu'on habite près de la frontière entre l'Est et l'Ouest.

Comment les Allemands voient-ils leur avenir ? Il est évident qu'on le trouve plus pesant ici, à la charnière de l'Europe, où l'on a déjà à porter sur ses épaules le lourd fardeau de l'histoire, que sur la côte ouest des Etats-Unis ou dans le Pacifique. Mais le sens de responsabilité qu'exigent les décisions à prendre pour l'avenir est aussi développé chez les hommes aux commandes que chez leurs successeurs potentiels. En outre, ils sont conscients des dangers d'isolement qui menacent Bonn. D'où l'importance pour ces hommes qu'ils aient le plus grand nombre possible de contacts extérieurs. ■

Colloque en Angleterre

L'art peut-il convertir ?

par Jean-Jacques Odier

« Les effets destructeurs d'une littérature corrompue doivent être combattus non par des arguments, des protestations ou des mises en garde, mais par la contre-fascination que peuvent exercer la pureté et la vérité. »

Cette citation de John-Henry Newman, un cardinal anglais du XIX^e siècle, illustre assez bien l'esprit dans lequel un groupe d'artistes et de créateurs britanniques de différentes disciplines se retrouvent périodiquement pour des sessions de réflexion et de dialogue. L'initiative revient à quelques-uns d'entre eux qui, depuis une quinzaine d'années, autour du théâtre Westminster, une des plus jolies salles du West End londonien, se sont employés à ouvrir la voie à ce qu'on pourrait appeler un théâtre de l'espoir. Que veulent-ils exactement, que font-ils, comment voient-ils leur apport spécifique ? C'est ce dont je suis allé me rendre compte sur place en participant à leur plus récente rencontre, du 8 au 11 juin derniers, qui avait pour cadre la ferme-manoir d'une vieille famille du comté de Herefordshire.

C'est un groupe varié qui s'assemble : trois comédiens d'une jeune compagnie, une femme écrivain, un professeur de cinéma dans une grande école, des auteurs dramatiques, le directeur d'une société de production pour télévision et vidéo, une femme compositeur...

L'inspiration chrétienne des participants est évidente et explicite. Ils souhaitent non seulement renouveler les formes et le contenu de l'art dit chrétien, mais ils veulent l'engager pleinement dans le courant ou les courants culturels contemporains. Il ne s'agit pas d'un art à part, qui aurait un « message » singulier à délivrer. Il s'agit de faire en sorte que l'art contribue à modifier en profondeur les comportements humains et la vie en société. Ils ont conscience de n'être, dans cette recherche, ni les premiers ni les derniers. L'art totalement gratuit, désintéressé de son effet sur le public, existe-t-il ? Quand un dramaturge comme Harold Pinter affirme qu'il ne se sent aucune responsabilité vis-à-vis de son public, il n'est peut-être pas un cas isolé, mais est-ce à dire que lui et ses émules ne transmettent aucun message par delà la rampe ? Evoquer l'absurdité du



Instantané de la rencontre, lors de l'ultime petit-déjeuner.

monde, mettre en scène complaisamment des personnages amoraux, ridiculiser la foi, tout cela constitue un message parfaitement accessible et parfois contagieux ! Il y a donc un choix à faire.

Sur la place du marché

Que veulent ces artistes rencontrés en Angleterre ? D'abord, mieux comprendre ce que veut le public. On peut tonitruer contre la pornographie ou l'expression de la violence, mais leur diffusion s'explique tout autant, nous ne pouvons le nier, par le goût du public que par la volonté des diffuseurs. Chaque individu porte en soi l'attente du beau et l'attraction du vice. A Roland Garros, c'est le même public qui se repaît des piètres facéties d'un Nastase et se laisse toucher par le geste exemplaire d'un Wylander (1). A une fascination, il s'agit donc d'opposer, dans son contenu et dans sa forme, la « contre-fascination » dont parlait le cardinal Newman. En ce qui concerne le contenu, il a été souligné que la vraie démarcation n'est pas entre l'affirmation et la négation, mais entre l'authenticité et le sentimentalisme. L'art doit nous ouvrir la porte vers la réalité du présent, mais aussi la réalité de l'espoir, de ce que l'avenir réserve. C'est à cette condition que l'art peut convertir. Pour ce qui est de la forme, il n'en est pas une propre à l'art proposé par les chrétiens. Constatons cependant que la soif perpétuelle de formes nouvelles tend à dévaloriser d'autres formes plus traditionnelles et finalement à restreindre les choix.

La deuxième préoccupation des participants concernait l'art de la communication. Nous trouvant en Angleterre au lendemain de la visite de Jean-Paul II, force a été de constater que le pape possède au plus haut degré cet art-là. « Superbe leçon de communication, ai-je entendu dire : un être humain complet se proposant d'atteindre tous les hommes pour les aider à devenir ce qu'ils devraient être. »

Les chrétiens, a-t-on constaté, ont d'une manière générale manqué la révolution technologique de la télévision. Aujourd'hui, l'occasion leur est donnée de ne

pas rater leur entrée dans la seconde phase, celle de la télévision par câble et de la vidéo. « Il faut être sur la place du marché, a affirmé quelqu'un, sans avoir nécessairement la mentalité du marché. » Cette présence ne se manifesterait pas forcément, préciserait-on, à la manière américaine, où la percée a été trop facile. Il existe actuellement aux Etats-Unis 1 300 stations de radio et 36 stations de télévision à vocation religieuse. Dans ce pays, il suffit d'avoir les moyens financiers nécessaires pour s'acheter un temps d'antenne. Le nombre des « nouveaux chrétiens » augmente de façon extraordinaire, mais la criminalité et la violence croissent au même rythme. Où est le fossé ?

L'art a un rôle déterminant à jouer. Bon gré, mal gré, les artistes sont parmi les petites minorités qui influencent leurs contemporains. Mais la révolution de la diffusion de masse tend à noyer l'art véritable dans un raz-de-marée d'informations et de « messages » contradictoires. D'où la nécessité de viser à la qualité et d'accompagner tout effort de diffusion par le travail de cœur à cœur, d'esprit à esprit, qui peut conduire les hommes à un changement en profondeur.

Comment les participants voient-ils leur action future ? Précisons tout d'abord que leurs efforts se sont concrétisés ces dernières deux ou trois années en six productions théâtrales qui ont été présentées à Londres ou dans des tournées en province. D'autres œuvres sont en préparation. Mais en dehors de ce genre d'entreprises, les participants entendaient leur action dans une autre direction importante, celle qui consiste à aider leurs camarades artistes à trouver, eux aussi, leur rôle dans la société. L'artiste est souvent un être isolé. Il est aussi soumis à des pressions considérables. On peut l'aider à canaliser son talent et à l'utiliser là où, en définitive, il peut le mieux servir à transformer les mentalités. ■

(1) Contre l'avis de l'arbitre et du juge de ligne, il a demandé à rejouer la balle qui avait fait de lui un finaliste. « Je n'aurais pas pu gagner un tel match, expliquera-t-il, sur une balle douteuse. » On sait cependant qu'il l'a quand même emporté, et la finale aussi.

Réarmement moral : campagne en Amérique

Dix jours à Washington

En avril et mai derniers, alors que les cerisiers de Washington étaient en fleurs et que le Congrès américain et la Maison blanche étaient aux prises avec les questions du budget, du retrait israélien du Sinai et des débuts de la crise des Malouines, les participants à la campagne du Réarmement moral organisée dans plusieurs grandes villes nord-américaines (1) ont poursuivi leur action dans la capitale où ils ont eu des entretiens avec des diplomates étrangers et des responsables américains.

Ces derniers, habitués à recueillir plus que toute autre chose des blâmes et des critiques sur la politique dont ils sont les décideurs, ont apprécié l'information apportée par les visiteurs venus de régions du monde qui les préoccupent tout particulièrement. Témoin de l'intérêt suscité par cette campagne, un sénateur, trop occupé pour accorder un véritable rendez-vous à l'un des participants de la campagne, passe finalement quarante-cinq minutes avec lui et demande à trois de ses subordonnés de consacrer une heure à réunir plus d'information auprès de son interlocuteur ; témoin aussi l'occasion donnée à ce même visiteur de faire un exposé à un groupe de conseillers de la Maison blanche.

Le petit bout de la lorgnette

Les relations entre l'Amérique et l'Europe, notamment en ce qui concerne l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Europe de l'Est et de la course aux armements, ont été l'un des sujets de conversation. Une réception a également été donnée par un membre du Congrès pour permettre à ses collègues de s'entretenir avec les visiteurs étrangers.

Deuxième sujet de préoccupation, les relations entre les Etats-Unis et le tiers monde qui furent évoquées avec des participants d'Inde, d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Ces conversations visaient à préparer les réajustements nécessaires qui s'imposent dans les attitudes au nord comme au sud. « Nous avons eu tort de chercher à dicter à d'autres nations la route à suivre pour sortir de leurs problèmes au lieu de chercher un véritable dialogue, a reconnu un Américain. » Il remarquait cependant que le désir de ses compatriotes d'apporter une aide aux pays défavorisés n'était guère encouragé par les marques d'hostilité ou d'ingratitude manifestées parfois par certains des pays qui avaient bénéficié d'une aide américaine dans le passé.

Les visiteurs étrangers ont pris conscience au cours de ces échanges des sujets de préoccupations de leurs interlocuteurs. Au cours d'une réunion avec quelques conseillers en politique étrangère, un haut fonctionnaire, un journaliste, des responsables de la centrale syndicale AFL-CIO et des représentants d'autres secteurs d'activité, les préoccupations majeures qui sont apparues, au-delà des divergences de sensibilité politique, étaient l'agitation qui caractérise l'atmosphère générale de la capitale et le manque d'une vision à long terme qui soit indépendante des différents groupes de pression. Selon un conseiller en politique étrangère, plusieurs tentatives pour donner des objectifs à long terme à la politique nationale se sont heurtées aux intérêts acquis ou ont été sapées par ceux qui regardent les choses par le petit bout de la lorgnette et se sentent mal à l'aise quand il s'agit de penser aux grandes lignes politiques. Ce conseiller considérait pour sa part que la justice devrait prendre le pas sur la stabilité, la paix ou la liberté dans l'orientation de la politique étrangère américaine.

Le troisième sujet de conversation concernait la vie intercommunautaire aux Etats-Unis. L'ancien champion antillais de cricket, Conrad Hunte, qui a beaucoup œuvré pour les relations interraciales dans différentes régions du globe, a pris la parole devant une assemblée à l'invitation de la Fédération des Associations civiques. Plusieurs participants à la campagne ont pris part à un petit déjeuner organisé par une

association d'amitiés chrétiennes dans un des quartiers les plus pauvres de Washington. D'autres se sont rendus à Richmond, en Virginie, et à Frederick, dans le Maryland, afin d'y rencontrer des responsables de communauté raciale.

Une conférence, réunissant des noirs et des blancs de ces villes, a été organisée à Reston, en Virginie, et inaugurée par Shirley Chisholm, première femme de couleur élue au Congrès. « Tisser des liens communautaires entre les races est une véritable course contre la montre, a dit un pasteur responsable d'un centre social dans un quartier pauvre de Richmond. Mais, pour trouver notre destinée commune, la question n'est pas tant d'accélérer que d'approfondir. »

Nouveau départ

La conférence de Reston a été l'occasion pour beaucoup des participants de repenser leurs relations avec autrui. Certains ménages au bord de la rupture ont pris un nouveau départ. D'autres participants ont été amenés, notamment grâce à la présence de dissidents de l'Europe de l'Est, à élargir le cercle de leurs préoccupations immédiates et à prendre des engagements en conséquence.

Des rencontres avec des représentants ouvriers et patronaux ont été organisées dans un certain nombre de villes américaines. Le Britannique William Jaeger, qui a une grande connaissance des milieux du travail dans le monde entier, a été invité à animer une réunion de prière pour la réconciliation entre partenaires sociaux, lors d'un vaste « petit déjeuner » rassemblant 1 500 ouvriers et patrons à Pittsburg.

Cette campagne, qui a touché en tout une vingtaine de villes américaines, s'est ensuite poursuivie au Canada.

(1) Cette campagne a débuté à Portland et Saint-Paul-Minneapolis ; nous en avons rendu compte dans notre dernier numéro.

Rassemblement à Ottawa

Avec les richesses minières et énergétiques de leur immense territoire, les 24 millions de Canadiens pourraient former le peuple le plus prospère et le plus heureux de la terre. Malheureusement ce pays connaît en ce moment de graves difficultés sur le plan économique et politique. « Je ne me souviens pas avoir jamais rencontré tant de haine et tant de rancœur dans le pays » : commentaire significatif d'un homme politique rencontré à Ottawa. D'où le cynisme

évoqué ouvertement par beaucoup, tandis que d'autres – ou parfois les mêmes, paradoxalement – se disent très convaincus de la destinée de leur pays, de sa capacité à devenir une terre d'accueil.

Paradoxes, problèmes, interrogations. Telle était la toile de fond du séjour à Ottawa, capitale fédérale, de l'équipe internationale du Réarmement moral qui participait, depuis près de trois mois, à une campagne dans plusieurs grands centres américains (voir ci-dessus et dans notre

numéro de juin). Du 21 au 24 mai derniers une rencontre nationale rassemblait environ cent cinquante personnes dans un pavillon de l'Université d'Ottawa.

Comme l'usage s'en répand de plus en plus en Amérique du nord, la rencontre a été ouverte, lors d'un dîner officiel, par un Indien de la tribu Mic-Mac, président du « Conseil National des Anciens », qui a demandé, dans sa langue, la bénédiction divine pour la rencontre.

Chacun dans sa langue

L'orateur principal de la soirée était l'ancien secrétaire général du Commonwealth, Arnold Smith, qui donna du Canada une image élogieuse et inattendue, rappelant par exemple que le Canada avait été le premier pays à obtenir son indépendance par la négociation, que ce sont des Canadiens qui avaient eu les premiers l'idée du Commonwealth, que c'est au Canada qu'est née l'Alliance atlantique. Il devait aussi exprimer son inquiétude devant la situation actuelle du pays. « Si nous n'avons pas su forger une nation unie à partir de ses composantes culturelles si diverses, ajouta-t-il, en faisant allusion aux difficultés politiques et constitutionnelles actuelles, c'est à cause de notre manque de générosité spirituelle et de notre peu d'imagination.

« Maintenant, devait-il conclure, notre tâche est de veiller à ce que nous ne devenions pas esclaves de l'escalade de la demande, que nous ne limitations pas notre horizon à nos propres intérêts. Une de nos plus grandes responsabilités, à l'intérieur de nos frontières aussi bien qu'au-delà, est de faire de la notion de voisinage et de communauté un principe de vie. »

Au cours des journées qui suivirent, les membres de l'équipe internationale purent donner aux Canadiens présents, jeunes et moins jeunes, Indiens et blancs, anglophones et francophones, le meilleur de leur témoignage (un système de traduction simultanée installé tout spécialement permettait à chacun de s'exprimer dans sa langue, ce qui est très

important au Canada!). Ainsi Irène Laure, pionnière de la réconciliation franco-allemande, Archie Mackenzie, diplomate britannique, Niketu Iralu, originaire du pays Naga, en Inde. Celui-ci put répondre à l'Indien Alvin Manitopyes, qui avait lancé un appel pour l'Assemblée internationale des peuples autochtones devant se tenir quelques semaines plus tard à Regina, dans la province du Saskatchewan. « Parce que nous appartenons à une minorité, nous nous mettons dans la position de ne jamais avoir tort au plan politique, à cause du sens de culpabilité des autres à notre égard. Nos slogans ont du succès, nous nous croyons heureux, mais en fait nous nous autodétruisons. » Se référant à l'assemblée mondiale des peuples autochtones, M. Iralu suggéra qu'elle formule des vérités qui mettront au défi l'humanité tout entière, plutôt que de se limiter à lancer des slogans politiques.

Un groupe de citoyens de la ville de Sorel, au Québec, une trentaine de personnes en tout, participaient à la rencontre. Ils donnèrent une représentation de *L'Echelle*, pièce en un acte de Peter Howard, et firent état des changements d'attitude qui s'étaient produits en eux et des répercussions que cela avait eu sur leur entourage, notamment au sein du collège dont plusieurs enseignants, le directeur et des élèves étaient présents et figuraient parmi les acteurs.

Pour les représentants des Etats-Unis, le puissant voisin du Canada, ces journées furent une prise de conscience importante de la réalité canadienne. « Nous avons beaucoup à apprendre de vous », semblaient-ils tous tenir à dire.

Profitant de cette occasion pour présenter le Réarmement moral à ses lecteurs, le journal *Le Droit* publiait un article intitulé : « Changer l'homme pour bâtir un monde meilleur ». « Est-il utopique de penser que « l'action des citoyens libérés de leur égoïsme et inspirés par une vision d'un monde différent » puisse avoir une influence déterminante dans le règlement de la crise que traverse la planète au cours des années 80 ? demande l'auteur de

l'article (...) Don Quichotte ? Rêveurs en couleurs ? Charismatiques nouvelle vague ?

« Pas Nelson Marcellino, en tout cas, ce syndicaliste brésilien qui a réussi avec des confrères à mettre fin à une guerre de « gangs » qui affligeait les débardeurs du port de Rio de Janeiro depuis de nombreuses années.

« Ni ce diplomate britannique à la retraite, Archie Mackenzie, qui a frayé avec les « puissants » de ce monde. »

Cette rencontre fut précédée de deux semaines de contacts et d'échanges dans la capitale (Mme Laure fut reçue à dîner par le gouverneur général du Canada, M. Schreyer) et suivie d'une tournée dans plusieurs villes du Québec.

D'après des notes de voyage de Marie-Claude Borel

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Nathalie O'Neill, Charles Piguët, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain, Marcel Seydoux.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spécialisées, 01600 Trévoux (France).

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.
Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros)

France : FF 70 ; Suisse : Fr.s. 24. -

Belgique : FB 520 ; Canada : \$ 17. -

Autres pays par voie normale : FF 80 ou Fr.s. 27. - . Pays d'outre-mer, par avion : FF 90 ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants, lycéens : FF 35 ; Fr.s. 15. - ; FB 225.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th.-De-Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 4 250 francs CFA (abonnement avion) ou 3 900 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T La Source France.



M. Arnold Smith (à dr.) s'entretient avec John Bocock, agriculteur de l'Alberta et Alvin Manitopyes, du Saskatchewan.

Visages de l'amitié

par Nathalie O'Neill

C'était un beau dimanche matin ensoleillé. La sortie de l'église. J'aperçois Pierre, un ami âgé d'une vingtaine d'années. C'est la première fois que je le revois depuis mon départ de la ville il y a un an. Je vais au-devant de lui. Les retrouvailles faites, je prends des nouvelles : « Et ton nouveau travail, tu es content ? - Le boulot, ça va, mais les contacts avec les gens, c'est zéro, me répond Pierre. Tout ce qui les intéresse, c'est moins de travail, plus d'argent, la bouffe et les vacances. Tu vois mon badge *Solidarnosc*, ajoute-t-il en montrant le revers de sa veste. Le jour où je me suis ramené à l'usine avec, j'ai cru qu'on me poserait des questions, que cela engagerait des discussions : mais rien, l'indifférence la plus complète ! »

Pourquoi cet air désespéré, Pierre ? L'année dernière, toi et tes amis m'aviez tellement encouragée en me racontant l'histoire de votre communauté. Vous viviez ensemble, disiez-vous, pour apprendre à aimer ensemble. A votre contact, je découvrais combien la joie, plutôt que de ce que l'on trouve, ou manque de trouver, chez les autres, dépend de ce que l'on donne à un tel ou une telle sur sa route aujourd'hui. Nous étions bien d'accord : l'espoir pour notre monde de demain ne repose plus sur de nouvelles inventions humaines, mais sur des gestes d'une amitié nouvelle entre les hommes.

Jacqueline

L'amitié. Qui ne la recherche ? Jacqueline est passée me voir hier. Au terme de sa deuxième année d'études, elle regrette une chose : ne pas s'être fait de vrais amis. Bien sûr, il y a ceux avec lesquels on discute, on échange des cours, on sort occasionnellement. Mais des amis avec lesquels on partage les choses les plus profondes, les plus vraies, une certaine recherche au-delà des préoccupations académiques du moment, elle n'en a pas trouvé, dit-elle.

Il y a quelque temps, moi aussi, Pierre, Jacqueline, je me demandais comment susciter la vraie amitié. Je me posais la question : ai-je un, ou deux vrais amis ? Il y a bien autour de moi des gens sympathiques, que j'ai plaisir à voir ; mais, combien sont de vrais amis ? Je sentis alors que ma question n'était pas la bonne. Que recherchais-je vraiment ?

A ce point, j'aimerais raconter trois expériences récentes qui m'ont parlé d'amitié, chacune défiant à sa façon l'idée que je m'en faisais.

Clotilde et moi travaillons ensemble. J'apprécie cette compagne de 20 ans mon aînée qui, par des attentions discrètes et fidèles, a su m'apporter un réel soutien dans des moments délicats ces dernières années. Nous n'avons jamais eu de heurts ensemble et je me suis habituée au côté paisible de notre relation.

Clotilde

Mais, depuis plusieurs semaines, Clotilde est anxieuse. Je découvre qu'elle a pour cela de bonnes raisons. Son trouble intérieur exerce néanmoins sur son entourage une pression qui semble injustifiée, tout comme il la mine elle-même. Un matin, dans un moment de silence, une pensée s'impose à moi : lui dire de rompre avec les doutes et les regrets qui l'assaillent sur un sujet précis, et de se tourner vers l'avenir et les nouvelles chances que celui-ci tient en réserve. En même temps, j'ai la conviction profonde qu'elle a en elle les ressources nécessaires pour faire ce volte face. Pourtant le doute m'assaille à mon tour : j'ai peur de ses réactions, peur de mettre en danger notre amitié, peur d'intervenir dans sa vie sans une expérience similaire à la sienne. Mais d'une façon inexplicable je sens que ce serait la trahir que de lui cacher ces pensées. Forte de ma conviction d'un moment, je vais de l'avant.

A ma grande surprise, Clotilde accueille ma démarche avec un sourire, et, les yeux brillants, elle s'exclame : « Tu as tapé dans le mille, merci ! »

Merci, Clotilde, pour la leçon d'amitié que j'ai reçue grâce à toi. Plus d'une fois, dans le passé, tu m'as aidée à sortir de moi-même ; cette fois-ci, tu m'as laissée venir à toi dans la difficulté et notre amitié en a grandi. Je comprends le sens de cette phrase lue récemment : « Un ami, c'est quelqu'un qui a besoin de vous. » Quand je serai tentée de chercher l'amitié dans de grandes émotions, je me souviendrai qu'elle peut s'épanouir dans de simples gestes de fidélité quotidienne.

Le mois dernier, je suis allée garder Dominique et son frère aîné, pendant que leurs parents s'absentaient une dizaine de jours. Dominique est un garçon de dix ans, avec une jeune personnalité déjà bien affirmée. Pour m'être sentie particulièrement impuissante et démunie face à lui, dans un passé récent, j'appréhendais cette

fois encore d'avoir à affronter ses sautes d'humeur. Néanmoins, les parents partis, j'entrais vaillamment dans mes nouvelles responsabilités. Trois repas par jour à préparer, le ménage, la lessive, le repassage, les courses : il y avait désormais toute une série de choses à accomplir en plus de mes activités personnelles. Il fallait aussi maintenir un certain ordre à la maison et le faire respecter à deux garçons pleins de vie, aimant s'ébattre et se combattre à coups de coussins dans le salon !

Les tout premiers jours, craignant de ne pouvoir maîtriser la situation, j'adoptais une attitude autoritaire vis-à-vis des garçons et m'imposais à moi-même une certaine discipline pour pouvoir faire un maximum de choses dans la journée. C'était un peu un exercice d'équilibriste pour arriver à tout caser et les enfants devaient s'insérer dans le bon déroulement des choses tel que je le concevais. Au bout de quelques temps, la vie est devenue pesante et j'ai senti monter en moi à la fois solitude et tristesse. Un matin, j'écrivis dans un moment de recueillement : « Tu n'es que domination. Cesse de tenir cette maison avec ta tête seule. Utilise donc ton cœur. Donne-toi, généreusement. Et prends la vie du bon côté ! »

Se donner, cela commençait pour moi par partir à l'écoute de Dominique, cessant de vouloir avant tout le maîtriser. Ne plus appréhender son impulsivité, sa vivacité. Sa vie d'enfant avait peut-être sa logique à elle et une certaine sagesse à m'enseigner.

Le même matin, Dominique est venu me trouver dans ma chambre. C'était jour de congé pour lui. « As-tu beaucoup à faire aujourd'hui ? » questionna-t-il avec prudence. « Je me suis demandé si on ne pourrait pas aller au Parc avec toi et Benoît (un petit ami). »

A l'écoute

C'était le jour de l'Ascension. Il faisait un temps radieux ; j'ai senti qu'il fallait laisser tomber le repassage et les travaux de secrétariat prévus. Nous sommes allés tous les trois passer un bel après-midi au soleil, sous les arbres, au bord de l'eau, et cela nous a fait grand bien.

A l'écoute de Dominique, j'ai aussi récolté des conseils précieux : « Pourquoi as-tu fait mon lit aujourd'hui ? Et tu sais, en principe, c'est moi qui mets la table pour le déjeuner... Je te trouve trop dévouée, tu ne me laisses pas le temps. » Un soir, avant de s'endormir, il a voulu prier : « Mon Dieu, aide-moi à faire toutes les choses de la maison que j'oublie. »

Dominique est devenu bien autre chose qu'un petit garçon à garder. Avec ses phrases-cadeaux, il m'a aidée à mieux vivre. Il est devenu un ami.

L'Amitié a bien des ressources. Elle peut m'entraîner hors de mes circuits habituels, sur des sentiers inattendus.

Jusqu'à l'année dernière un homme politique était la dernière personne que j'imaginai rencontrer. Pourtant quelqu'un me mit au défi de faire la connaissance d'un député de la grande ville de province dans laquelle je me trouvais. Je reculai devant une telle perspective : qu'avais-je à dire à un député ? Celui-ci était un jeune parlementaire dynamique. Nous approchions d'une période d'élections et il serait intéressant de le connaître, m'avait-on dit. Trois jours après, la décision était prise : je rassemblerais un groupe de jeunes et, ensemble, nous irions faire connaissance de notre député. Un mois plus tard, un vendredi soir, nous étions une douzaine à sa permanence, passant notre première heure en présence d'un représentant du monde politique. Nous avions finalement une foule de questions à lui poser en dépit des attitudes désabusées que les uns et les autres affichaient, un mois auparavant, vis-à-vis des hommes politiques. Récemment, je me trouvai de nouveau mise au défi de contacter le même homme, au sujet d'un événement régional qui devait avoir lieu dans sa ville. Il s'agissait d'une rencontre de personnes œuvrant à répandre un esprit de responsabilité dans le pays et cherchant à en mobiliser d'autres pour prendre ensemble des initiatives conséquentes.

Depuis l'année passée, le député dont il était question avait effectué une certaine avancée sur la scène politique : je l'avais vu intervenir à l'Assemblée, j'avais lu des articles à son sujet. Bref, j'étais intimidée par son envergure croissante. D'autre part, qui étions-nous pour l'intéresser ? Il devait avoir tant d'autres préoccupations. Pourtant, un matin, j'écrivis dans mon fidèle carnet de pensées : « Fais un geste d'amitié à l'égard de cet homme ; précisément parce qu'il a tant sur les bras. Informe-le de la démarche que toi et tes compagnons entreprenez pour aider à porter le pays. Peu importe ce qu'il pensera ou ne pensera pas, qu'il vienne ou ne vienne pas. Fais part de votre initiative. »

Deux semaines plus tard, je recevais une lettre signée du député. Il me remerciait de mon invitation. Regrettant de n'avoir pu venir, il demandait un compte-rendu de nos journées de rencontre.

Non, l'Amitié ce n'est pas une ou deux relations. C'est un état d'esprit que j'ai embrassé le jour où j'ai décidé de ne plus vivre pour moi seule. C'est un engagement à vivre une nouvelle présence à autrui.

Fleur de liberté, l'amitié s'épanouit souvent là où je n'y songeais pas. Elle m'interpelle là où je ne la rêve pas. Elle tranche ainsi dans mes choix et mes desirs personnels et peut m'entraîner hors de mes circuits habituels.

L'Amitié qui me satisfait a une vocation : pierre d'angle d'une nouvelle société, c'est l'amitié qui construit. ■

Informatiquement vôtre...

Le nouvel ordinateur de « Changer »

Les vieux que nous sommes tous, par rapport à cette race nouvelle que sont les informaticiens, se sentent parfaitement dépassés lorsqu'on leur parle d'ordinateurs, de programmation, et plus encore si on se lance dans une explication technique parsemée de mots tels que logiciels, basic, interfaces, octets et imprimantes à aiguilles ou à marguerites.

Heureusement que lorsqu'un appareil a été, précisément, programmé pour une tâche précise, il n'y a plus guère qu'à suivre docilement le « menu » qui nous a été préparé et qui apparaît noir sur blanc, ou plutôt blanc sur noir, sur l'écran vidéo.

C'est pourquoi, de nos jours, un enfant de dix ans peut faire fonctionner ces machines magiques avec autant d'aisance qu'une secrétaire chevronnée ou qu'un électronicien.

Un ordinateur vous dit fidèlement ce qu'il faut faire et ne vous abandonne jamais. Si vous vous sentez perdu malgré tout, il vous suffit parfois d'appuyer sur n'importe quelle touche du clavier pour retrouver votre chemin. Si vous faites une erreur, il vous dira aussitôt : « Fausse manipulation, recommencez. »

Tout cela pour décrire, à l'intention de nos lecteurs, la gymnastique avec laquelle nous nous sommes familiarisés depuis que *Changer* s'est doté d'un micro-ordinateur pour la gestion de son fichier d'abonnés. Quels sont les avantages les plus évidents de cet appareil, à peine plus volumineux qu'une machine à écrire, et de son auxiliaire obligé, l'imprimante ?

Premièrement, ils nous permettent d'économiser des frais importants d'informatique, de collage d'étiquettes et de tri que nous avons confiés ces dernières années à une société de routage. Ces économies ne seront pleinement

ressenties que lorsque nous aurons pu amortir totalement l'achat des appareils, rendu possible par l'aide exceptionnelle et considérable de nos abonnés. Notre budget informatique de 1983 se montera à 20 % seulement de ce qu'il était en 1981.

Ensuite, l'ordinateur nous permet un contrôle beaucoup plus constant et immédiat du mouvement de nos abonnés. Nous pouvons ainsi nous réjouir instantanément de leur progression et... nous attrister tout aussi vite de leur désaffection !

Il rend aussi plus aisé le lancement de petites actions ponctuelles de promotion aussi bien que de nos campagnes annuelles. Il donne à notre gestion du fichier une souplesse et une maniabilité étonnantes, même si, au début, on s'aperçoit des petites lacunes, heureusement amendables, de la programmation. Que nos abonnés suisses, en l'occurrence, qui devraient recevoir plusieurs exemplaires, nous excusent du fait qu'ils n'en ont reçu qu'un seul lors de notre première édition d'étiquettes, celle concernant notre numéro de juin. Aussitôt appelé, notre programmeur, un charmant jeune informaticien grec, a rectifié le tir en quelques minutes.

Enfin, notre tête à tête avec l'ordinateur nous permet de mieux envisager comment il pourra, dès l'an prochain, être utilisé pour la comptabilité ou d'autres fonctions.

Ajoutons que notre imprimante (à aiguilles) nous permet de sortir des listes, ou des étiquettes autocollantes, avec de nombreuses possibilités de sélection. Aiguilles ? La partie encreuse de l'appareil est en effet composée d'un faisceau compact de 81 aiguilles-miniature qui se sélectionnent automatiquement, suivant la lettre ou le signe à imprimer. Et comme le texte à reproduire est programmé à l'avance, la machine imprime en continu, c'est-à-dire en allant de gauche à droite, puis de droite à gauche, achevant de nous confondre de honte, nous qui ne savons écrire... qu'à l'endroit.

Merci encore à tous nos abonnés qui nous ont permis d'acquérir un équipement que nous envions, désormais, bien d'autres journaux, même plus importants, mais aussi moins téméraires.

Jean-Jacques Odier



Les rédacteurs de « Changer » et le micro-ordinateur, couplé à son imprimante.

On peut apprécier la compagnie et avoir besoin d'espace.



Swissair a toujours eu un faible pour ceux qui apprécient l'espace. Au sol comme en vol. Sinon, pourquoi les avions de notre compagnie auraient-ils un siège de moins par rangée. Lorsqu'on offre la possibilité de s'envoler vers quelque 100 destinations de par le vaste monde, il convient d'offrir également le bien-être. Sans supplément. Il n'est pas de meilleure compagnie.

swissair 